

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 424

17 février 2012

SOMMAIRE

AB 3 S.A.	20328	Central Investments DBI	20339
Abracadabra S.à r.l.	20313	Conafex Holdings Société Anonyme	20306
Adagio (Luxembourg) Sàrl	20324	CTP Property Lux S.à r.l.	20345
AEID II (Lux) Holding Company S.à r.l. ..	20306	FL Participations S. à r.l.	20347
AFA S.à.r.l.	20329	Goodyear	20330
Alt Properties Mediterranean S.à r.l.	20330	INNCONA S.à.r.l. & Cie. Cent trente-qua-	
Ana & Dalma s.à r.l.	20330	trième (134.) S.e.c.s.	20334
Anosoc S.A., SPF	20330	INNCONA S.à.r.l. & Cie. Soixantième (60.)	
Argoland Capital S.A.	20333	S.e.c.s.	20350
Articis S.A.	20336	John Deere Holding S.à r.l.	20347
Ashmore SICAV 3	20336	Ker Gestion S.A. SPF	20321
Asics Consulting S.à r.l.	20336	McAfee Financial Holdings S.à r.l.	20338
Atlas Management S.à.r.l.	20333	Meteor Investment Fund S.A., SICAV-SIF	
Auto Team s.à.r.l.	20339	20329
Babcock & Brown Gardnergass S.à r.l. ...	20346	Milliken Holding Luxembourg Sàrl	20329
Baganza Investments S.A.	20346	Patterson & Weston Holding S.A.	20338
Bar Rio S.à r.l.	20350	Sopinor S.à r.l.	20333
BeeWee Media S.A.	20346	Statera Management S.A.	20352
Big Island S.A.	20337	Svenningson Invest S.à r.l.	20331
Black & Decker International Finance 3 Li-		TCL Finance Luxembourg Sàrl	20339
mitted	20347	Toppystar Food A.G.	20352
Black & Decker International Finance 3 Li-		Tudor-Popescu Sàrl	20328
mitted	20337	Urbanreit Lux S.A.	20343
Bus Rent International S.à r.l.	20346	Valentina S.A.	20314
Calmar Real Estate S.A.	20337	Valentina S.à r.l.	20314
Carolus S.A.	20306	Vetco Nord	20348
Carolus S.à r.l.	20306		

AEID II (Lux) Holding Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 136.494.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mondorf-les-Bains, le 30 décembre 2011.

POUR COPIE CONFORME

Référence de publication: 2012006213/11.

(120006235) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Conafex Holdings Société Anonyme, Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 17.789.

NOTICE is hereby given of an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of the Shareholders of the Company to be held in the presence of Me Martine Schaeffer, notary residing at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg on 29th February 2012 at 15:00 and at any adjournment thereof to consider the following agenda:

Agenda:

1. That a representative of Company and Accounting Services S.A. be appointed as chairman of this meeting.
2. To receive and approve the financial statements for the year ended 30/09/2011 and from 1/10/2011 to 28/02/2012 of the Company placed before the meeting by the Board.
3. To place the Company into liquidation.
4. To appoint Damsor Limited, with registered office at 40, Woodborough Road, Winscombe, Somerset, BS25 1AG, United Kingdom as Liquidator of the Company ("the Liquidator") and to confer upon the Liquidator the widest powers permitted under Luxembourg law for the purposes of winding up the affairs of the Company.
5. That subject to and conditional upon resolutions 3 and 4 set out in the notice convening this Extraordinary General Meeting having been passed the Liquidator be authorised to realise all the remaining assets and to settle all the remaining liabilities of the Company, and to appoint an agent for the distribution to specified shareholders, of shares in Conafex Africa Holdings Ltd in exchange for their shareholdings in Conafex Holdings S.A., and to appoint a paying agent to pay the remaining shareholders the value of their shares.
6. To appoint IAS CONSULTING LTD, with registered office at Waterdale, Redmans Hill, Blackford, Wedmore, Somerset, BS28 4 NQ, United Kingdom as Commissaire-Vérificateur to the liquidation.
7. To ratify the notice of the second Extraordinary General Meeting by the Directors despatched with this notice.

Note: the Share Register of the company will be closed for transfers from 27th February 2012

Luxembourg, 3 February 2012.

By order of the Board

Company and Accounting Services S.A.

Domiciliation Agent

Référence de publication: 2012018083/759/32.

**Carolus S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Carolus S.A.).**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 147.930.

L'an deux mille onze, le vingt-huit novembre.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «CAROLUS S.A.», ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 147930, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 23 juillet 2009, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 1878 du 28 septembre 2009. Les

statuts de la société ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 24 novembre 2011, non encore publié au Mémorial.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Frédérique VIGNERON, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

La Présidente désigne comme secrétaire Madame Solange WOLTER-SCHIERES, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Madame Sonia DELFINI, employée privée, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

La présidente déclare et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le bureau de l'assemblée, les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés et le notaire soussigné. Ladite liste de présence restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées "ne varietur" par les comparants, resteront également annexées au présent acte.

II. Toutes les MILLE DEUX CENTS (1.200) actions étant représentées à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III. La présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ordre du jour

- 1.- Transformation de la forme juridique de la Société de société anonyme en société à responsabilité limitée.
- 2.- Refonte des statuts.
- 3.- Décision d'accepter la démission des administrateurs et du commissaire aux comptes et nomination du gérant.
- 4.- Approbation du bilan et compte de profits et pertes au 25 novembre 2011 et transfert du siège social de la société de L-2449 Luxembourg 8 Boulevard Royal vers I-00189 Rome, Via della Giustiniana, no 1012
- 5.- Décision corrélative d'adoption de la nationalité italienne.
- 6.- Confirmation que tous les actifs et passifs de la société luxembourgeoise, sans limitation resteront la propriété de la société en Italie.
- 7.- Décision quant à la nomination de l'administrateur en Italie.
- 8.- Décision de continuer l'activité en Italie sous la dénomination CAROLUS S.r.l. et refonte complète des statuts, en particulier de l'objet social et la durée de la société, en vue de les adapter aux dispositions de la loi italienne.
- 9.- Donner mandat pour procéder à toutes les démarches nécessaires prévues par la loi italienne et luxembourgeoise tant en Italie qu'au Grand-Duché de Luxembourg en relation avec le transfert de siège.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée cette dernière a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de transformer conformément à la faculté prévue à l'article 3 de la loi sur les sociétés commerciales la Société en société à responsabilité limitée sans changement de la personnalité juridique de la Société.

- Les MILLE DEUX CENTS (1.200) actions sont échangées contre MILLE DEUX CENTS (1.200) parts sociales détenues en totalité par la société IAMP Agricola Forestale Srl ayant son siège social à I-00189 Rome, Via della Giustiniana, 1012.

Deuxième résolution

L'assemblée décide la refonte des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

«Titre I^{er} . - Objet - Raison sociale - Durée

Art. 1^{er}. Il est formé par la présente entre le comparant et tous ceux qui par la suite pourraient devenir propriétaires de parts sociales une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La société peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs immobilières et mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder à d'autres sociétés, tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra faire de l'intermédiation sur les marchés.

La société peut également procéder à toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières nécessaires et utiles pour la réalisation de l'objet social.

Art. 3. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. La société prend la dénomination de «CAROLUS S.à r.l.», société à responsabilité limitée.

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

Titre II. - Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de CENT VINGT MILLE EUROS (EUR 120.000,-), représenté par MILLE DEUX CENTS (1.200) parts sociales d'une valeur nominale de CENT EUROS (EUR 100,-) chacune.

Art. 7. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'accord unanime de tous les associés.

En cas de cession à un non-associé, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer endéans les trente jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé. En cas d'exercice de ce droit de préemption, la valeur de rachat des parts est calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

Art. 8. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés, voire de l'associé unique, ne mettent pas fin à la société.

Art. 9. Les créanciers, ayants droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilan et inventaire de la société.

Titre III. - Administration et Gérance

Art. 10. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 11. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre des parts qui lui appartiennent; chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 12. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir les voix de la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

Art. 13. Lorsque la société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les statuts à l'assemblée générale sont exercés par celui-ci.

Art. 14. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 15. Une partie du bénéfice disponible pourra être attribuée à titre de gratification aux gérants par décision des associés.

Art. 16. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Titre IV. - Dissolution - Liquidation

Art. 17. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés, qui en fixeront les pouvoirs et émoluments.

Titre V. - Dispositions générales

Art. 18. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales.

Troisième résolution

L'assemblée décide d'accepter la démission des administrateurs et du commissaire aux comptes actuellement en fonction et de leur accorder décharge pour l'exécution de leur mandat jusqu'à ce jour et de nommer comme gérant de la société pour une durée indéterminée:

Monsieur Maurizio POUCHAIN, né à Rome, le 14 février 1939, demeurant à I-00189 Rome, Via della Giustiniana, 1012.

Quatrième résolution

L'assemblée décide d'approuver le bilan et le compte de pertes et profits au 25 novembre 2011 qui sera considéré comme bilan de clôture à Luxembourg et bilan d'ouverture en Italie et de transférer le siège social, administratif et le siège de direction effective avec effet à la date de ce jour du Grand-Duché de Luxembourg, L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal en Italie à I-00189 Rome, Via della Giustiniana, no. 1012, et de faire adopter par la société la nationalité italienne, sans toutefois que ce changement de nationalité et de transfert de siège donne lieu, ni légalement, ni fiscalement à la constitution d'une personne juridique nouvelle.

L'assemblée constate que cette résolution a été prise en conformité de l'article 199 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales.

Cinquième résolution

L'assemblée confirme que tous les actifs et passifs sans limitation resteront la propriété de la société dont le siège est transféré en Italie.

Sixième résolution

L'assemblée décide de nommer comme administrateur unique en Italie:

Monsieur Maurizio POUCHAIN, né à Rome, le 14 février 1939, demeurant à I-00189 Rome, Via della Giustiniana, 1012.

Septième résolution

L'assemblée décide de continuer l'activité en Italie sous la dénomination CAROLUS S.r.l., d'établir la durée de la société jusqu'au 31 décembre 2050 et de modifier les statuts de la société afin de les mettre en conformité avec la loi italienne et notamment en ce qui concerne l'objet social:

STATUTO

Art. 1. Denominazione.

1.1. È costituita una società a responsabilità limitata con la denominazione sociale "CAROLUS S.r.l."

Art. 2. Sede.

2.1. La sede della società è fissata in Roma.

2.2. La società potrà istituire filiali, succursali, agenzie e depositi.

Art. 3. Oggetto. La Società ha per oggetto:

- la compravendita, la permuta, la conduzione in locazione anche finanziaria, la valorizzazione di terreni e fabbricati di qualsiasi natura e destinazione, la gestione, comprendente la locazione, di immobili e terreni di qualsiasi tipo;

- la gestione tecnica, amministrativa e contabile di condomini e di immobili propri e di terzi;

- la costruzione, la manutenzione e la ristrutturazione di fabbricati urbani, residenziali, turistici, industriali, commerciali, alberghieri, di servizi ed agricoli, l'esecuzione, per conto proprio o di terzi, Enti Pubblici o Privati, di opere edili, opere idrauliche, forestali e agrarie, stradali, termoidrauliche, elettriche o di bonifica, di rettifica dei corsi d'acqua, arginature, canalizzazioni, derivazioni, compresi acquedotti, fognature e collettori, e l'assunzione o il conferimento di appalti relativamente alle opere medesime, conservazione e restauro di opere d'arte;

- l'assunzione e la realizzazione di iniziative di project financing con prevalenti caratteristiche immobiliari;

- l'attività di gestione alberghiera, di pensioni, di villaggi-albergo, residenze turistico-alberghiere, villaggi turistici, esercizi di affittacamere, case ed appartamenti per vacanze, stabilimenti balneari ed elioterapici.

La società potrà assumere, in via strumentale e non prevalente, partecipazioni, interessenze in altre società aventi scopi analoghi, complementari ed affini e potrà compiere tutte le operazioni finanziarie, bancarie, industriali, commerciali, sia mobiliari che immobiliari, necessarie al conseguimento dell'oggetto sociale, con i limiti previsti dalla legge.

Art. 4. Capitale e finanziamento della società.

4.1. Il capitale sociale è fissato in Euro 120.000,00.= (centoventimila euro) diviso in quote come per Legge

Le quote sociali possono essere oggetto di intestazione fiduciaria ai sensi della Legge 1966/1939 e successive modifiche ed integrazioni; in tali casi l'esercizio dei diritti sociali da parte della società fiduciaria avviene per conto e nell'esclusivo interesse di uno o più fiduciari e solo a questi pertanto sono imputabili gli effetti giuridici e le responsabilità conseguenti a tale esercizio.

4.2. Il capitale sociale potrà essere aumentato mediante esecuzione di nuovi conferimenti in denaro, in natura, di crediti o mediante qualsiasi altro elemento dell'attivo suscettibile di valutazione economica, oppure mediante passaggio di riserve a capitale nei termini consentiti dalla legge.

4.3. I soci potranno apportare denaro alla società, sia a titolo di versamento in conto capitale, sia a titolo di finanziamento, senza necessità di rispettare, in entrambi i casi, la proporzionalità tra entità dell'apporto ed entità della partecipazione.

4.4. Ove non consti per iscritto una diversa volontà, i finanziamenti effettuati dal socio si presumono infruttiferi.

Art. 5. Durata.

5.1. La durata della società è stabilita fino al 31 dicembre 2050.

Art. 6. Amministrazione e rappresentanza.

6.1. L'amministrazione e la rappresentanza anche giudiziale della società spettano, a seconda di quanto di volta in volta stabilito nell'atto di nomina, ad uno o più amministratori.

Gli amministratori durano in carica per il periodo di tempo stabilito all'atto della loro nomina od anche a tempo indeterminato. Gli amministratori sono sempre rieleggibili e possono non essere soci.

6.2. Quando l'amministrazione della società è affidata a più persone, la decisione di nomina stabilisce alternativamente:

- a) se gli amministratori costituiscono il consiglio di amministrazione;
- b) se l'amministrazione è invece affidata a ciascun amministratore disgiuntamente ovvero congiuntamente con uno o più degli altri amministratori, anche nominativamente indicati.

Nell'ipotesi sub b) gli amministratori dovranno comunque adottare in forma consiliare le deliberazioni o le decisioni relative alla redazione del progetto di bilancio, ai progetti di fusione o scissione ed agli aumenti di capitale delegati.

Consiglio di amministrazione

6.3. Il consiglio nomina fra i suoi membri il presidente, quando a ciò non provvedano i soci.

6.4. Il consiglio di amministrazione si raduna, anche in luogo diverso dalla sede sociale, tutte le volte che il presidente lo giudichi necessario o quando ne sia fatta richiesta scritta da uno dei suoi membri.

La convocazione viene fatta dal presidente con lettera da spedire almeno 3 (tre) giorni prima a ciascun membro del consiglio e del collegio sindacale o del revisore, se nominati, o, in caso di urgenza, con telegramma, telefax o messaggio di posta elettronica da spedire almeno un giorno prima.

Si riterranno comunque validamente costituite le riunioni del consiglio di amministrazione, anche in difetto di formale convocazione, quando siano presenti tutti gli amministratori e tutti i sindaci effettivi se nominati.

6.5. E' possibile tenere le riunioni del Consiglio di Amministrazione con interventi dislocati in più luoghi audio/video collegati, e ciò alle seguenti condizioni, di cui dovrà essere dato atto nei relativi verbali:

- a) -che siano presenti nello stesso luogo il Presidente ed il Segretario della riunione che provvederanno alla formazione e sottoscrizione del verbale, dovendosi ritenere svolta la riunione in detto luogo;
- b) -che sia consentito al Presidente della riunione di accertare l'identità degli intervenuti, regolare lo svolgimento della riunione, constatare e proclamare i risultati della votazione;
- c) -che sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi della riunione oggetto di verbalizzazione;
- d) -che sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonchè di visionare, ricevere o trasmettere documenti.

6.6. Il consiglio di amministrazione è validamente costituito con la presenza della maggioranza dei suoi membri.

Il consiglio di amministrazione delibera validamente con il voto favorevole della maggioranza assoluta dei presenti.

6.7. Le riunioni del consiglio di amministrazione sono presiedute dal presidente o, in mancanza, dall'amministratore designato dagli intervenuti.

Ledeliberazioni del consiglio devono constare da verbale sottoscritto dal presidente e dal segretario.

6.8. Le decisioni del consiglio di amministrazione potranno essere anche assunte sulla base:

- a) di unico documento da cui risulti chiaramente l'argomento oggetto della decisione, che dovrà essere datato e sottoscritto da ciascun amministratore con l'indicazione "visto ed approvato" oppure "Visto e non approvato" oppure "visto ed astenuto";
- b) di pluralità di documenti, tutti di identico contenuto (da cui risulti chiaramente l'argomento oggetto della decisione) che saranno inviati dal proponente a tutti gli amministratori, ai sindaci od al revisore, se nominati; ciascun amministratore daterà e sottoscriverà il documento da lui ricevuto con l'indicazione "visto ed approvato" oppure "visto e non approvato" oppure "visto ed astenuto", provvedendo quindi a trasmettere alla società il documento da lui sottoscritto.

Sono considerate forme idonee anche gli invii a mezzo telefax o per posta elettronica, purché in questo ultimo caso le sottoscrizioni siano apposte in forma digitale.

Tra la data della prima e quella dell'ultima sottoscrizione, sia se raccolte con unico documento che con pluralità di documenti, non può intercorrere un periodo superiore a 5 (cinque) giorni.

6.9. La decisione si reputa validamente adottata qualora entro il termine suddetto pervengano alla società le dichiarazioni di approvazione della maggioranza degli amministratori.

La decisione assume la data dell'ultima dichiarazione pervenuta nel termine prescritto. Le decisioni di cui sopra devono essere trascritte e conservate ai sensi dell'art. 2478 C.C..

6.10. In caso di cessazione dalla carica, per qualsiasi motivo, di uno degli amministratori, si intenderanno decaduti dalla carica tutti gli amministratori immediatamente, con effetto dalla accettazione dei nuovi amministratori.

6.11. Il Consiglio può delegare parte dei suoi poteri ad uno o più Amministratori Delegati, determinando i limiti della delega e fatti salvi i poteri non delegabili ai sensi di legge.

6.12. La rappresentanza generale della società spetta all'Amministratore Unico o al presidente ed agli amministratori delegati, se nominati, nell'ambito dei poteri loro conferiti, a più amministratori, in via congiunta o disgiunta, secondo quanto stabilito all'atto della nomina.

6.13. L'organo amministrativo può nominare institori o procuratori per singoli, determinati atti o categorie di atti.
Poteri di gestione

6.14. L'organo amministrativo, qualunque sia la sua strutturazione, ha tutti i poteri di ordinaria e straordinaria amministrazione, esclusi quelli che la legge o l'atto costitutivo riservano espressamente ai soci.

Co

mpensi

6.15. Agli amministratori spetta il rimborso delle spese sostenute per le ragioni dell'ufficio.

Gli eventuali compensi spettanti agli amministratori sono determinati all'atto della loro nomina, anche in relazione ai particolari poteri attribuiti.

Può essere accantonata a favore degli amministratori, nelle forme repute idonee, un'indennità per la risoluzione del rapporto, da liquidarsi all'estinzione del mandato.

Art. 7. Decisioni dei soci.

7.1. I soci decidono sugli argomenti che la legge ed il presente atto riservano alla loro competenza.

7.2. Le decisioni dei soci possono essere adottate:

a) mediante deliberazione assembleare;

b) sulla base del consenso espresso per iscritto dai soci, purché dai documenti sottoscritti risultino con chiarezza l'argomento oggetto della decisione ed il consenso alla stessa; la documentazione da cui risulta il consenso dei soci deve essere conservata tra gli atti della società.

7.3. Le decisioni relative alla modificazione dell'atto costitutivo oppure al compimento di operazioni che comportino una sostanziale variazione dell'oggetto sociale o dei diritti dei soci debbono essere adottate in ogni caso con deliberazione assembleare.

7.4. L'assemblea è regolarmente costituita con la presenza di tanti soci che rappresentino almeno la maggioranza del capitale sociale e delibera con il voto favorevole di tanti soci che rappresentino la maggioranza del capitale sociale.

In caso di consultazione scritta le decisioni sono prese con il voto favorevole dei soci che rappresentino la maggioranza del capitale sociale.

In ogni caso restano salve le disposizioni di legge che richiedono diverse specifiche maggioranze.

Art. 8. Assemblea dei soci.

8.1. L'Assemblea viene convocata dall'Amministratore Unico, dal Presidente del Consiglio di Amministrazione ovvero da uno degli Amministratori, mediante lettera raccomandata, fax o e-mail, spediti ai soci almeno otto giorni prima dell'adunanza nel domicilio risultante dal registro delle imprese.

8.2. L'assemblea è presieduta dall'amministratore unico o dal presidente del consiglio di amministrazione o dall'amministratore più anziano o, in mancanza, dalla persona designata dagli intervenuti.

In caso di partecipazioni intestate a società fiduciarie operanti ai sensi della legge 1966/1939 e successive modificazioni e integrazioni, la delega potrà essere rilasciata a più soggetti delegati a votare, eventualmente in maniera divergente, in esecuzione di istruzioni provenienti da differenti fiduciari.

8.3. E' possibile tenere le riunioni dell'Assemblea con intervenuti dislocati in più luoghi, contigui o distanti, audio/video collegati, e ciò alle seguenti condizioni, cui dovrà essere dato atto nei relativi verbali:

- che siano presenti nello stesso luogo il Presidente ed il Segretario della riunione che provvederanno alla formazione e sottoscrizione del verbale;

- che sia consentito al Presidente dell'Assemblea di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, regolare lo svolgimento dell'adunanza, constatare e proclamare i risultati della votazione;

- che sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi assembleari oggetto di verbalizzazione;

- che sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione e alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonchè di visionare ricevere o trasmettere documenti;

- che siano indicati nell'avviso di convocazione, i luoghi audio/video collegati a cura della società nei quali gli intervenuti potranno affluire, dovendosi ritenere svolta la riunione nel luogo ove saranno presenti il Presidente ed il soggetto verbalizzante; dovranno inoltre essere predisposti tanti fogli presenze quanti sono i luoghi audio/video collegati in cui si tiene la riunione.

Art. 9. Esercizio sociale, Bilancio e utili.

9.1. L'esercizio sociale ha inizio il giorno uno gennaio e termina il giorno trentuno dicembre di ogni anno.

9.2. Alla fine di ciascun esercizio, gli amministratori procedono alla formazione del bilancio sociale a norma di legge.

9.3. Il bilancio è approvato con assemblea dei soci da convocarsi entro centoventi giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale, ovvero entro centoottanta giorni nei limiti e alle condizioni previste dal secondo comma art. 2364 C.C..

9.4. Gli utili netti, dedotta una somma non inferiore al 5% (cinque per cento) per la riserva legale, saranno attribuiti ai soci in proporzione alle rispettive quote di capitale, salvo particolari decisioni dell'assemblea per la formazione di altre riserve o per diverse destinazioni.

Art. 10. Recesso del socio.

10.1. Ogni socio può in ogni momento recedere dalla società, dandone preavviso, a mezzo di lettera raccomandata con avviso di ricevimento, almeno centoventi giorni prima. La partecipazione sociale dovrà essere liquidata al socio receduto in base alle norme di legge.

Art. 11. Esclusione del socio.

11.1. Il socio può essere escluso dalla società nell'ipotesi in cui eserciti per conto proprio o di terzi un'attività concorrente con quella della società, salvo il consenso scritto degli altri soci, oppure in ogni altra ipotesi in cui si renda gravemente inadempiente rispetto ad altre obbligazioni sociali.

11.2. Il socio può inoltre essere escluso dalla società:

- qualora venga dichiarato fallito o sottoposto ad altra procedura concorsuale;
- qualora venga dichiarato interdetto o inabilitato.

11.3. Il socio può altresì essere escluso dalla società qualora scompaia ai sensi dell'art. 48 c.c., sia dichiarato assente ai sensi degli artt. 49 ss. c.c. oppure qualora non eserciti per almeno due anni consecutivi alcun diritto sociale ad esso spettante, dovendosi il relativo termine computare secondo il calendario comune, comprendendo tuttavia nel periodo almeno due decisioni dei soci di approvazione del bilancio sociale di esercizio.

11.4. L'esclusione deve essere decisa dai soci all'unanimità, non computandosi nel numero il socio escludendo. La decisione di esclusione deve essere notificata al socio escluso.

L'esclusione avrà effetto decorsi trenta giorni dalla data della notificazione di cui sopra, salvo che, entro tale termine, il socio escluso non proponga opposizione dinanzi al tribunale competente.

11.5. In caso di società costituita da due soci, l'esclusione di cui al precedente art. 11.3., può essere pronunciata solo dall'autorità giudiziaria.

11.6. Il rimborso della partecipazione del socio escluso avverrà in base alle norme di legge.

11.7. In ogni caso, l'adozione della decisione di esclusione comporta decadenza del socio dall'eventuale carica di amministratore e rappresentante della società fin dal momento in cui la decisione stessa diviene efficace.

Art. 12. Trasferimento delle partecipazioni sociali.

12.1. Le quote sono trasferibili ai sensi di legge.

12.2. In caso di alienazione è riservato ai soci il diritto di prelazione, ciascuno in proporzione alle quote di capitale sociale possedute.

I soci che intendono alienare le loro quote, devono comunicare la loro proposta agli altri soci a mezzo lettera raccomandata con avviso di ricevimento, da inviarsi al domicilio risultante dal registro delle imprese. I soci che intendono avvalersi di tale diritto dovranno darne comunicazione a mezzo lettera raccomandata con ricevuta di ritorno da inviarsi al socio alienante nel suo domicilio risultante dal registro delle imprese, entro trenta giorni dalla data di ricezione dell'offerta.

La prelazione a favore di altri soci è esclusa in caso di cessione, a qualunque titolo, a favore di familiari in linea retta e del coniuge.

12.3) Le limitazioni al trasferimento delle quote non sono applicabili quando il trasferimento avvenga a società fiduciarie autorizzate all'esercizio di tale attività ai sensi di legge e/o nel caso di ritrasferimento da parte delle stesse a favore dei fiduciari originari, ed infine il trasferimento da società fiduciaria ad altra società fiduciaria per conto dello stesso fiduciante, previa esibizione del mandato fiduciario.

Art. 13. Collegio sindacale.

13.1. Nei casi previsti dalla legge il controllo legale dei conti è esercitato da un collegio sindacale composto di tre membri effettivi e due supplenti (tutti iscritti nel registro dei revisori contabili istituito presso il Ministero di Grazia e Giustizia) nominati con decisione dei soci, che provvedono anche alla designazione del Presidente ed alla determinazione del compenso spettante ai sindaci effettivi.

I sindaci restano in carica per tre esercizi con scadenza alla data dell'assemblea convocata per l'approvazione del bilancio relativo al terzo esercizio dell'incarico e sono rieleggibili.

Il collegio sindacale ha le funzioni previste dall'art. 2403 C.C..

Il controllo contabile sarà esercitato, a scelta dell'assemblea ordinaria dei soci, dal Collegio Sindacale o da un Revisore Contabile o da una società di revisione.

I poteri ed il funzionamento del collegio sono disciplinati dagli articoli da 2403 bis a 2406 del Codice Civile.

Art. 14. Scioglimento e liquidazione.

14.1. La società si scioglie nei casi previsti dalla legge.

14.2. La liquidazione della società sarà effettuata da uno o più liquidatori.

14.3. Contestualmente all'accertamento della causa di scioglimento, i soci decidono in materia di:

- a) numero dei liquidatori e regole di funzionamento in caso di pluralità di liquidatori;
- b) nomina dei liquidatori, con indicazione di quelli cui spetta la rappresentanza della società;
- c) criteri in base ai quali deve svolgersi la liquidazione;
- d) poteri dei liquidatori, con particolare riguardo alla cessione dell'azienda sociale, di rami di essa, ovvero anche di singoli beni o diritti, o blocchi di essi, ed agli atti necessari per la conservazione del valore dell'impresa, ivi compreso il suo esercizio provvisorio, anche di singoli rami, in funzione del migliore realizzo.

Art. 15. Revoca dello stato di liquidazione.

15.1. La società può in ogni momento revocare lo stato di liquidazione, occorrendo previa eliminazione della causa di scioglimento, con decisione unanime dei soci.

15.2. La decisione che revoca lo stato di liquidazione ha effetto solo dopo due mesi dall'iscrizione nel registro delle imprese, salvo che consti il consenso dei creditori della società o il pagamento di quelli che non hanno dato il consenso.

Art. 16. Rinvio.

16.1. Per quanto non espressamente previsto dal presente statuto, si richiamano le norme del codice civile in materia di società a responsabilità limitata.

Huitième résolution

L'assemblée décide d'accorder tous pouvoirs généralement quelconques à l'administrateur en Italie Monsieur Maurizio POUCHAIN, prénommé avec tous pouvoirs de substitution et de délégation, à l'effet d'accomplir individuellement toutes les formalités administratives prévues par la loi italienne et nécessaires à l'inscription de la société à Rome, de signer tous actes et documents y afférents et de faire toutes les démarches, réquisitions, déclarations et délégations y relatives.

Neuvième résolution

Les résolutions ci-dessus sont prises sous la condition suspensive de l'inscription de la Société par les autorités italiennes compétentes.

Tous pouvoirs sont conférés à Madame Luisella MORESCHI, licenciée en sciences économiques appliquées, demeurant à Luxembourg, pour faire constater pardevant notaire la réalisation de la condition suspensive.

Dixième résolution

L'assemblée décide que tous les documents relatifs à la société au Grand-Duché de Luxembourg seront conservés pendant un période de cinq ans à l'ancien siège de la société.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, les comparantes prémentionnées ont signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: F. VIGNERON, S. WOLTER-SCHIERES, S. DELFINI et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 7 décembre 2011. Relation: LAC/2011/54495. Reçu douze euros (12.-EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 13 décembre 2011.

Référence de publication: 2012006291/378.

(120006513) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Abracadabra S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8480 Eischen, 62, Cité Aischdall.

R.C.S. Luxembourg B 80.652.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012006211/10.

(120006507) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

**Valentina S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Valentina S.A.).**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 147.893.

L'an deux mille onze, le vingt-huit novembre.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «VALENTINA S.A.», ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 147893, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 23 juillet 2009, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 1859 du 25 septembre 2009. Les statuts de la société ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 24 novembre 2011 non encore publié au Mémorial.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Frédérique VIGNERON, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

La Présidente désigne comme secrétaire Madame Solange WOLTER-SCHIERES, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Madame Sonia DELFINI, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

La présidente déclare et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le bureau de l'assemblée, les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés et le notaire soussigné. Ladite liste de présence restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées "ne varietur" par les comparants, resteront également annexées au présent acte.

II. Toutes les MILLE DEUX CENTS (1.200) actions étant représentées à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III. La présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ordre du jour

- 1.- Transformation de la forme juridique de la Société de société anonyme en société à responsabilité limitée.
- 2.- Refonte des statuts.
- 3.- Décision d'accepter la démission des administrateurs et du commissaire aux comptes et nomination du gérant.
- 4.- Approbation du bilan et compte de profits et pertes au 25 novembre 2011 et transfert du siège social de la société de L-2449 Luxembourg 8 Boulevard Royal vers I-00189 Rome, Via della Giustiniana, no 1012
- 5.- Décision corrélative d'adoption de la nationalité italienne.
- 6.- Confirmation que tous les actifs et passifs de la société luxembourgeoise, sans limitation resteront la propriété de la société en Italie.
- 7.- Décision quant à la nomination de l'administrateur en Italie.
- 8.- Décision de continuer l'activité en Italie sous la dénomination VALENTINA S.r.l. et refonte complète des statuts, en particulier de l'objet social et la durée de la société, en vue de les adapter aux dispositions de la loi italienne.
- 9.- Donner mandat pour procéder à toutes les démarches nécessaires prévues par la loi italienne et luxembourgeoise tant en Italie qu'au Grand-Duché de Luxembourg en relation avec le transfert de siège.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée cette dernière a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de transformer conformément à la faculté prévue à l'article 3 de la loi sur les sociétés commerciales la Société en société à responsabilité limitée sans changement de la personnalité juridique de la Société.

- Les MILLE DEUX CENTS (1.200) actions sont échangées contre MILLE DEUX CENTS (1.200) parts sociales détenues en totalité par la société IAMP Agricola Forestale Srl ayant son siège social à I-00189 Rome, Via della Giustiniana, 1012.

Deuxième résolution

L'assemblée décide la refonte des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

«Titre I^{er} . - Objet - Raison sociale - Durée

Art. 1^{er}. Il est formé par la présente entre le comparant et tous ceux qui par la suite pourraient devenir propriétaires de parts sociales une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La société peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs immobilières et mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder à d'autres sociétés, tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra faire de l'intermédiation sur les marchés.

La société peut également procéder à toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières nécessaires et utiles pour la réalisation de l'objet social.

Art. 3. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. La société prend la dénomination de «VALENTINA S.à r.l.», société à responsabilité limitée.

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

Titre II. - Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de CENT VINGT MILLE EUROS (EUR 120.000,-), représenté par MILLE DEUX CENTS (1.200) parts sociales d'une valeur nominale de CENT EUROS (EUR 100,-) chacune.

Art. 7. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'accord unanime de tous les associés.

En cas de cession à un non-associé, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer endéans les trente jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé. En cas d'exercice de ce droit de préemption, la valeur de rachat des parts est calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

Art. 8. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés, voire de l'associé unique, ne mettent pas fin à la société.

Art. 9. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilan et inventaire de la société.

Titre III. - Administration et Gérance

Art. 10. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 11. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent; chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 12. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir les voix de la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

Art. 13. Lorsque la société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les statuts à l'assemblée générale sont exercés par celui-ci.

Art. 14. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 15. Une partie du bénéfice disponible pourra être attribuée à titre de gratification aux gérants par décision des associés.

Art. 16. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Titre IV. - Dissolution - Liquidation

Art. 17. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés, qui en fixeront les pouvoirs et émoluments.

Titre V. - Dispositions générales

Art. 18. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales.

Troisième résolution

L'assemblée décide d'accepter la démission des administrateurs et du commissaire aux comptes actuellement en fonction et de leur accorder décharge pour l'exécution de leur mandat jusqu'à ce jour et de nommer comme gérant de la société pour une durée indéterminée:

Monsieur Maurizio POUCHAIN, né à Rome, le 14 février 1939, demeurant à I-00189 Rome, Via della Giustiniana, 1012.

Quatrième résolution

L'assemblée décide d'approuver le bilan et le compte de pertes et profits au 25 novembre 2011 qui sera considéré comme bilan de clôture à Luxembourg et bilan d'ouverture en Italie et de transférer le siège social, administratif et le siège de direction effective avec effet à la date de ce jour du Grand-Duché de Luxembourg, L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal en Italie à I-00189 Rome, Via della Giustiniana, no. 1012, et de faire adopter par la société la nationalité italienne, sans toutefois que ce changement de nationalité et de transfert de siège donne lieu, ni légalement, ni fiscalement à la constitution d'une personne juridique nouvelle.

L'assemblée constate que cette résolution a été prise en conformité de l'article 199 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales.

Cinquième résolution

L'assemblée confirme que tous les actifs et passifs sans limitation resteront la propriété de la société dont le siège est transféré en Italie.

Sixième résolution

L'assemblée décide de nommer comme administrateur unique en Italie:

Monsieur Maurizio POUCHAIN, né à Rome, le 14 février 1939, demeurant à I-00189 Rome, Via della Giustiniana, 1012.

Septième résolution

L'assemblée décide de continuer l'activité en Italie sous la dénomination VALENTINA S.r.l., d'établir la durée de la société jusqu'au 31 décembre 2050 et de modifier les statuts de la société afin de les mettre en conformité avec la loi italienne et notamment en ce qui concerne l'objet social:

STATUTO

Art. 1. Denominazione.

1.1. È costituita una società a responsabilità limitata con la denominazione sociale "VALENTINA S.r.l."

Art. 2. Sede.

2.1. La sede della società è fissata in Roma.

2.2. La società potrà istituire filiali, succursali, agenzie e depositi.

Art. 3. Oggetto. La Società ha per oggetto:

- la compravendita, la permuta, la conduzione in locazione anche finanziaria, la valorizzazione di terreni e fabbricati di qualsiasi natura e destinazione, la gestione, comprendente la locazione, di immobili e terreni di qualsiasi tipo;

- la gestione tecnica, amministrativa e contabile di condomini e di immobili propri e di terzi;

- la costruzione, la manutenzione e la ristrutturazione di fabbricati urbani, residenziali, turistici, industriali, commerciali, alberghieri, di servizi ed agricoli, l'esecuzione, per conto proprio o di terzi, Enti Pubblici o Privati, di opere edili, opere idrauliche, forestali e agrarie, stradali, termoidrauliche, elettriche o di bonifica, di rettifica dei corsi d'acqua, arginature, canalizzazioni, derivazioni, compresi acquedotti, fognature e collettori, e l'assunzione o il conferimento di appalti relativamente alle opere medesime, conservazione e restauro di opere d'arte;

- l'assunzione e la realizzazione di iniziative di project financing con prevalenti caratteristiche immobiliari;

- l'attività di gestione alberghiera, di pensioni, di villaggi-albergo, residenze turistico-alberghiere, villaggi turistici, esercizi di affittacamere, case ed appartamenti per vacanze, stabilimenti balneari ed elioterapici.

La società potrà assumere, in via strumentale e non prevalente, partecipazioni, interessenze in altre società aventi scopi analoghi, complementari ed affini e potrà compiere tutte le operazioni finanziarie, bancarie, industriali, commerciali, sia mobiliari che immobiliari, necessarie al conseguimento dell'oggetto sociale, con i limiti previsti dalla legge.

Art. 4. Capitale e finanziamento della società.

4.1. Il capitale sociale è fissato in Euro 120.000,00.= (centoventimila euro) diviso in quote come per Legge

Le quote sociali possono essere oggetto di intestazione fiduciaria ai sensi della Legge 1966/1939 e successive modifiche ed integrazioni; in tali casi l'esercizio dei diritti sociali da parte della società fiduciaria avviene per conto e nell'esclusivo interesse di uno o più fiduciari e solo a questi pertanto sono imputabili gli effetti giuridici e le responsabilità conseguenti a tale esercizio.

4.2. Il capitale sociale potrà essere aumentato mediante esecuzione di nuovi conferimenti in denaro, in natura, di crediti o mediante qualsiasi altro elemento dell'attivo suscettibile di valutazione economica, oppure mediante passaggio di riserve a capitale nei termini consentiti dalla legge.

4.3. I soci potranno apportare denaro alla società, sia a titolo di versamento in conto capitale, sia a titolo di finanziamento, senza necessità di rispettare, in entrambi i casi, la proporzionalità tra entità dell'apporto ed entità della partecipazione.

4.4. Ove non consti per iscritto una diversa volontà, i finanziamenti effettuati dal socio si presumono infruttiferi.

Art. 5. Durata.

5.1. La durata della società è stabilita fino al 31 dicembre 2050.

Art. 6. Amministrazione e rappresentanza.

6.1. L'amministrazione e la rappresentanza anche giudiziale della società spettano, a seconda di quanto di volta in volta stabilito nell'atto di nomina, ad uno o più amministratori.

Gli amministratori durano in carica per il periodo di tempo stabilito all'atto della loro nomina od anche a tempo indeterminato.

Gli amministratori sono sempre rieleggibili e possono non essere soci.

6.2. Quando l'amministrazione della società è affidata a più persone, la decisione di nomina stabilisce alternativamente:

- a) se gli amministratori costituiscono il consiglio di amministrazione;
- b) se l'amministrazione è invece affidata a ciascun amministratore disgiuntamente ovvero congiuntamente con uno o più degli altri amministratori, anche nominativamente indicati.

Nell'ipotesi sub b) gli amministratori dovranno comunque adottare in forma consiliare le deliberazioni o le decisioni relative alla redazione del progetto di bilancio, ai progetti di fusione o scissione ed agli aumenti di capitale delegati.

Consiglio di amministrazione

6.3. Il consiglio nomina fra i suoi membri il presidente, quando a ciò non provvedano i soci.

6.4. Il consiglio di amministrazione si raduna, anche in luogo diverso dalla sede sociale, tutte le volte che il presidente lo giudichi necessario o quando ne sia fatta richiesta scritta da uno dei suoi membri.

La convocazione viene fatta dal presidente con lettera da spedire almeno 3 (tre) giorni prima a ciascun membro del consiglio e del collegio sindacale o del revisore, se nominati, o, in caso di urgenza, con telegramma, telefax o messaggio di posta elettronica da spedire almeno un giorno prima.

Si riterranno comunque validamente costituite le riunioni del consiglio di amministrazione, anche in difetto di formale convocazione, quando siano presenti tutti gli amministratori e tutti i sindaci effettivi se nominati.

6.5. E' possibile tenere le riunioni del Consiglio di Amministrazione con interventi dislocati in più luoghi audio/video collegati, e ciò alle seguenti condizioni, di cui dovrà essere dato atto nei relativi verbali:

- a) - che siano presenti nello stesso luogo il Presidente ed il Segretario della riunione che provvederanno alla formazione e sottoscrizione del verbale, dovendosi ritenere svolta la riunione in detto luogo;
- b) - che sia consentito al Presidente della riunione di accertare l'identità degli intervenuti, regolare lo svolgimento della riunione, constatare e proclamare i risultati della votazione;
- c) - che sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi della riunione oggetto di verbalizzazione;
- d) - che sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonché di visionare, ricevere o trasmettere documenti.

6.6. Il consiglio di amministrazione è validamente costituito con la presenza della maggioranza dei suoi membri.

Il consiglio di amministrazione delibera validamente con il voto favorevole della maggioranza assoluta dei presenti.

6.7. Le riunioni del consiglio di amministrazione sono presiedute dal presidente o, in mancanza, dall'amministratore designato dagli intervenuti.

Ledeliberazioni del consiglio devono constare da verbale sottoscritto dal presidente e dal segretario.

6.8. Le decisioni del consiglio di amministrazione potranno essere anche assunte sulla base:

a) di unico documento da cui risulti chiaramente l'argomento oggetto della decisione, che dovrà essere datato e sottoscritto da ciascun amministratore con l'indicazione "visto ed approvato" oppure "Visto e non approvato" oppure "visto ed astenuto";

b) di pluralità di documenti, tutti di identico contenuto (da cui risulti chiaramente l'argomento oggetto della decisione) che saranno inviati dal proponente a tutti gli amministratori, ai sindaci od al revisore, se nominati; ciascun amministratore daterà e sottoscriverà il documento da lui ricevuto con l'indicazione "visto ed approvato" oppure "visto e non approvato" oppure "visto ed astenuto", provvedendo quindi a trasmettere alla società il documento da lui sottoscritto.

Sono considerate forme idonee anche gli invii a mezzo telefax o per posta elettronica, purché in questo ultimo caso le sottoscrizioni siano apposte in forma digitale.

Tra la data della prima e quella dell'ultima sottoscrizione, sia se raccolte con unico documento che con pluralità di documenti, non può intercorrere un periodo superiore a 5 (cinque) giorni.

6.9. La decisione si reputa validamente adottata qualora entro il termine suddetto pervengano alla società le dichiarazioni di approvazione della maggioranza degli amministratori.

La decisione assume la data dell'ultima dichiarazione pervenuta nel termine prescritto. Le decisioni di cui sopra devono essere trascritte e conservate ai sensi dell'art. 2478 C.C..

6.10. In caso di cessazione dalla carica, per qualsiasi motivo, di uno degli amministratori, si intenderanno decaduti dalla carica tutti gli amministratori immediatamente, con effetto dalla accettazione dei nuovi amministratori.

6.11. Il Consiglio può delegare parte dei suoi poteri ad uno o più Amministratori Delegati, determinando i limiti della delega e fatti salvi i poteri non delegabili ai sensi di legge.

6.12. La rappresentanza generale della società spetta all'Amministratore Unico o al presidente ed agli amministratori delegati, se nominati, nell'ambito dei poteri loro conferiti, a più amministratori, in via congiunta o disgiunta, secondo quanto stabilito all'atto della nomina.

6.13. L'organo amministrativo può nominare institori o procuratori per singoli, determinati atti o categorie di atti. Poteri di gestione

6.14. L'organo amministrativo, qualunque sia la sua strutturazione, ha tutti i poteri di ordinaria e straordinaria amministrazione, esclusi quelli che la legge o l'atto costitutivo riservano espressamente ai soci.

Co

mpensi

6.15. Agli amministratori spetta il rimborso delle spese sostenute per le ragioni dell'ufficio.

Gli eventuali compensi spettanti agli amministratori sono determinati all'atto della loro nomina, anche in relazione ai particolari poteri attribuiti.

Può essere accantonata a favore degli amministratori, nelle forme repute idonee, un'indennità per la risoluzione del rapporto, da liquidarsi all'estinzione del mandato.

Art. 7. Decisioni dei soci.

7.1. I soci decidono sugli argomenti che la legge ed il presente atto riservano alla loro competenza.

7.2. Le decisioni dei soci possono essere adottate:

a) mediante deliberazione assembleare;

b) sulla base del consenso espresso per iscritto dai soci, purché dai documenti sottoscritti risultino con chiarezza l'argomento oggetto della decisione ed il consenso alla stessa; la documentazione da cui risulta il consenso dei soci deve essere conservata tra gli atti della società.

7.3. Le decisioni relative alla modificazione dell'atto costitutivo oppure al compimento di operazioni che comportino una sostanziale variazione dell'oggetto sociale o dei diritti dei soci debbono essere adottate in ogni caso con deliberazione assembleare.

7.4. L'assemblea è regolarmente costituita con la presenza di tanti soci che rappresentino almeno la maggioranza del capitale sociale e delibera con il voto favorevole di tanti soci che rappresentino la maggioranza del capitale sociale.

In caso di consultazione scritta le decisioni sono prese con il voto favorevole dei soci che rappresentino la maggioranza del capitale sociale.

In ogni caso restano salve le disposizioni di legge che richiedono diverse specifiche maggioranze.

Art. 8. Assemblea dei soci.

8.1. L'Assemblea viene convocata dall'Amministratore Unico, dal Presidente del Consiglio di Amministrazione ovvero da uno degli Amministratori, mediante lettera raccomandata, fax o e-mail, spediti ai soci almeno otto giorni prima dell'adunanza nel domicilio risultante dal registro delle imprese.

8.2. L'assemblea è presieduta dall'amministratore unico o dal presidente del consiglio di amministrazione o dall'amministratore più anziano o, in mancanza, dalla persona designata dagli intervenuti.

In caso di partecipazioni intestate a società fiduciarie operanti ai sensi della legge 1966/1939 e successive modificazioni e integrazioni, la delega potrà essere rilasciata a più soggetti delegati a votare, eventualmente in maniera divergente, in esecuzione di istruzioni provenienti da differenti fiduciari.

8.3. E' possibile tenere le riunioni dell'Assemblea con intervenuti dislocati in più luoghi, contigui o distanti, audio/video collegati, e ciò alle seguenti condizioni, cui dovrà essere dato atto nei relativi verbali:

- che siano presenti nello stesso luogo il Presidente ed il Segretario della riunione che provvederanno alla formazione e sottoscrizione del verbale;
- che sia consentito al Presidente dell'Assemblea di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, regolare lo svolgimento dell'adunanza, constatare e proclamare i risultati della votazione;
- che sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi assembleari oggetto di verbalizzazione;
- che sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione e alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonchè di visionare ricevere o trasmettere documenti;
- che siano indicati nell'avviso di convocazione, i luoghi audio/video collegati a cura della società nei quali gli intervenuti potranno affluire, dovendosi ritenere svolta la riunione nel luogo ove saranno presenti il Presidente ed il soggetto verbalizzante; dovranno inoltre essere predisposti tanti fogli presenze quanti sono i luoghi audio/video collegati in cui si tiene la riunione.

Art. 9. Esercizio sociale, Bilancio e utili.

9.1. L'esercizio sociale ha inizio il giorno uno gennaio e termina il giorno trentuno dicembre di ogni anno.

9.2. Alla fine di ciascun esercizio, gli amministratori procedono alla formazione del bilancio sociale a norma di legge.

9.3. Il bilancio è approvato con assemblea dei soci da convocarsi entro centoventi giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale, ovvero entro centoottanta giorni nei limiti e alle condizioni previste dal secondo comma art. 2364 C.C..

9.4. Gli utili netti, dedotta una somma non inferiore al 5% (cinque per cento) per la riserva legale, saranno attribuiti ai soci in proporzione alle rispettive quote di capitale, salvo particolari decisioni dell'assemblea per la formazione di altre riserve o per diverse destinazioni.

Art. 10. Recesso del socio.

10.1. Ogni socio può in ogni momento recedere dalla società, dandone preavviso, a mezzo di lettera raccomandata con avviso di ricevimento, almeno centoventi giorni prima. La partecipazione sociale dovrà essere liquidata al socio receduto in base alle norme di legge.

Art. 11. Esclusione del socio.

11.1. Il socio può essere escluso dalla società nell'ipotesi in cui eserciti per conto proprio o di terzi un'attività concorrente con quella della società, salvo il consenso scritto degli altri soci, oppure in ogni altra ipotesi in cui si renda gravemente inadempiente rispetto ad altre obbligazioni sociali.

11.2. Il socio può inoltre essere escluso dalla società:

- qualora venga dichiarato fallito o sottoposto ad altra procedura concorsuale;
- qualora venga dichiarato interdetto o inabilitato.

11.3. Il socio può altresì essere escluso dalla società qualora scompaia ai sensi dell'art. 48 c.c., sia dichiarato assente ai sensi degli artt. 49 ss. c.c. oppure qualora non eserciti per almeno due anni consecutivi alcun diritto sociale ad esso spettante, dovendosi il relativo termine computare secondo il calendario comune, comprendendo tuttavia nel periodo almeno due decisioni dei soci di approvazione del bilancio sociale di esercizio.

11.4. L'esclusione deve essere decisa dai soci all'unanimità, non computandosi nel numero il socio escludendo. La decisione di esclusione deve essere notificata al socio escluso.

L'esclusione avrà effetto decorsi trenta giorni dalla data della notificazione di cui sopra, salvo che, entro tale termine, il socio escluso non proponga opposizione dinanzi al tribunale competente.

11.5. In caso di società costituita da due soci, l'esclusione di cui al precedente art. 11.3., può essere pronunciata solo dall'autorità giudiziaria.

11.6. Il rimborso della partecipazione del socio escluso avverrà in base alle norme di legge.

11.7. In ogni caso, l'adozione della decisione di esclusione comporta decadenza del socio dall'eventuale carica di amministratore e rappresentante della società fin dal momento in cui la decisione stessa diviene efficace.

Art. 12. Trasferimento delle partecipazioni sociali.

12.1. Le quote sono trasferibili ai sensi di legge.

12.2. In caso di alienazione è riservato ai soci il diritto di prelazione, ciascuno in proporzione alle quote di capitale sociale possedute.

I soci che intendono alienare le loro quote, devono comunicare la loro proposta agli altri soci a mezzo lettera raccomandata con avviso di ricevimento, da inviarsi al domicilio risultante dal registro delle imprese. soci che intendono avvalersi

di tale diritto dovranno darne comunicazione a mezzo lettera raccomandata con ricevuta di ritorno da inviarsi al socio alienante nel suo domicilio risultante dal registro delle imprese, entro trenta giorni dalla data di ricezione dell'offerta.

La prelazione a favore di altri soci è esclusa in caso di cessione, a qualunque titolo, a favore di familiari in linea retta e del coniuge.

12.3) Le limitazioni al trasferimento delle quote non sono applicabili quando il trasferimento avvenga a società fiduciarie autorizzate all'esercizio di tale attività ai sensi di legge e/o nel caso di ritrasferimento da parte delle stesse a favore dei fiduciari originari, ed infine il trasferimento da società fiduciaria ad altra società fiduciaria per conto dello stesso fiduciante, previa esibizione del mandato fiduciario.

Art. 13. Collegio sindacale.

13.1. Nei casi previsti dalla legge il controllo legale dei conti è esercitato da un collegio sindacale composto di tre membri effettivi e due supplenti (tutti iscritti nel registro dei revisori contabili istituito presso il Ministero di Grazia e Giustizia) nominati con decisione dei soci, che provvedono anche alla designazione del Presidente ed alla determinazione del compenso spettante ai sindaci effettivi.

I sindaci restano in carica per tre esercizi con scadenza alla data dell'assemblea convocata per l'approvazione del bilancio relativo al terzo esercizio dell'incarico e sono rieleggibili.

Il collegio sindacale ha le funzioni previste dall'art. 2403 C.C..

Il controllo contabile sarà esercitato, a scelta dell'assemblea ordinaria dei soci, dal Collegio Sindacale o da un Revisore Contabile o da una società di revisione.

I poteri ed il funzionamento del collegio sono disciplinati dagli articoli da 2403 bis a 2406 del Codice Civile.

Art. 14. Scioglimento e liquidazione.

14.1. La società si scioglie nei casi previsti dalla legge.

14.2. La liquidazione della società sarà effettuata da uno o più liquidatori.

14.3. Contestualmente all'accertamento della causa di scioglimento, i soci decidono in materia di:

- a) numero dei liquidatori e regole di funzionamento in caso di pluralità di liquidatori;
- b) nomina dei liquidatori, con indicazione di quelli cui spetta la rappresentanza della società;
- c) criteri in base ai quali deve svolgersi la liquidazione;

d) poteri dei liquidatori, con particolare riguardo alla cessione dell'azienda sociale, di rami di essa, ovvero anche di singoli beni o diritti, o blocchi di essi, ed agli atti necessari per la conservazione del valore dell'impresa, ivi compreso il suo esercizio provvisorio, anche di singoli rami, in funzione del migliore realizzo.

Art. 15. Revoca dello stato di liquidazione.

15.1. La società può in ogni momento revocare lo stato di liquidazione, occorrendo previa eliminazione della causa di scioglimento, con decisione unanime dei soci.

15.2. La decisione che revoca lo stato di liquidazione ha effetto solo dopo due mesi dall'iscrizione nel registro delle imprese, salvo che consti il consenso dei creditori della società o il pagamento di quelli che non hanno dato il consenso.

Art. 16. Rinvio.

16.1. Per quanto non espressamente previsto dal presente statuto, si richiamano le norme del codice civile in materia di società a responsabilità limitata.

Huitième résolution

L'assemblée décide d'accorder tous pouvoirs généralement quelconques à l'administrateur en Italie Monsieur Maurizio POUCHAIN, prénommé avec tous pouvoirs de substitution et de délégation, à l'effet d'accomplir individuellement toutes les formalités administratives prévues par la loi italienne et nécessaires à l'inscription de la société à Rome, de signer tous actes et documents y afférents et de faire toutes les démarches, réquisitions, déclarations et délégations y relatives.

Neuvième résolution

Les résolutions ci-dessus sont prises sous la condition suspensive de l'inscription de la Société par les autorités italiennes compétentes.

Tous pouvoirs sont conférés à Madame Luisella MORESCHI, licenciée en sciences économiques appliquées, demeurant à Luxembourg, pour faire constater pardevant notaire la réalisation de la condition suspensive.

Dixième résolution

L'assemblée décide que tous les documents relatifs à la société au Grand-Duché de Luxembourg seront conservés pendant un période de cinq ans à l'ancien siège de la société.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, les comparantes prémentionnées ont signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: F. VIGNERON, S. WOLTER-SCHIERES, S. DELFINI et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 7 décembre 2011. Relation: LAC/2011/54494. Reçu douze euros (12.-EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 13 décembre 2011.

Référence de publication: 2012006762/378.

(120006500) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Ker Gestion S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 165.960.

— STATUTS

L'an deux mille onze, le vingt neuf décembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

«VALON S.A.», une société anonyme, établie et ayant son siège social au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B numéro 63143),

ici représentée par Madame Lucile Wernert, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé, lui délivré à Luxembourg, le 29 décembre 2011.

La procuration signée "ne varietur" par la comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant, aux termes de la capacité avec laquelle il agit, a requis le notaire instrumentaire de dresser acte d'une société anonyme qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé une société de gestion de patrimoine familial sous la forme d'une société anonyme sous la dénomination de

«KER GESTION S.A. SPF».

Le siège social est établi à Luxembourg-Ville.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La durée de la société est illimitée.

Art. 2. La société a pour objet exclusif l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs financiers tels que les instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière et les espèces et avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte, à l'exclusion de toute activité commerciale.

La société pourra détenir une participation dans une société à la condition de ne pas s'immiscer dans la gestion de cette société.

Elle prendra toutes mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques qui se rattachent à son objet ou le favorisent, en restant toutefois dans les limites des dispositions de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF»).

Art. 3. Le capital social est fixé à cent cinquante mille euros (150.000,-EUR) divisé en cent cinquante (150) actions d'une valeur nominale de mille euros (1.000,-EUR) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

En cas d'augmentation du capital social les droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes.

Le capital social de la société pourra être porté de son montant actuel par décision du Conseil d'administration à un million d'euros (1.000.000,-EUR) par la création et l'émission d'actions nouvelles, d'une valeur nominale de mille euros (1.000,-EUR) chacune.

Le Conseil d'administration est autorisé et mandaté:

- à réaliser cette augmentation de capital en une seule fois ou par tranches successives par émission d'actions nouvelles, à libérer par voie de versements en espèces, d'apports en nature, par transformation de créances ou encore, sur approbation de l'assemblée générale annuelle, par voie d'incorporation de bénéfices ou réserves de capital;

- à fixer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives, le prix d'émission, les conditions et modalités de souscription et de libération des actions nouvelles.

- à supprimer ou limiter le droit de souscription préférentiel des actionnaires quant à l'émission ci-dessus mentionnée d'actions supplémentaires contre apports en espèces ou en nature.

Cette autorisation est valable pour une période de cinq ans à partir de la date de la publication du présent acte et peut être renouvelée par une assemblée générale des actionnaires quant aux actions du capital autorisé qui d'ici là n'auront pas été émises par le Conseil d'administration.

A la suite de chaque augmentation de capital réalisée et dûment constatée dans les formes légales, le premier alinéa de cet article se trouvera modifié de manière à correspondre à l'augmentation intervenue; cette modification sera constatée dans la forme authentique par le Conseil d'administration ou par toute personne qu'il aura mandatée à ces fins.

De même, le Conseil d'administration est autorisé à émettre des emprunts obligataires convertibles sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations convertibles ne pourra se faire que dans le cadre du capital autorisé. Le Conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait. Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

La société réservera ses actions aux investisseurs suivants:

- a) une personne physique agissant dans le cadre de la gestion de son patrimoine privé ou
- b) une entité patrimoniale agissant exclusivement dans l'intérêt du patrimoine privé d'une ou de plusieurs personnes physiques ou
- c) un intermédiaire agissant pour le compte d'investisseurs visés sub a) ou b) du présent paragraphe.

Art. 4. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non. Toutefois, lorsque la société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 5. Le Conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Lorsque la société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

Le Conseil d'administration devra choisir en son sein un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion sera conférée à un administrateur présent.

Le Conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme ou télex, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopieur.

Tout administrateur peut participer à une réunion du Conseil d'administration de la Société par voie de vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant son identification. Ces moyens de communication doivent respecter des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à la réunion, dont la délibération devra être retransmise sans interruption. La participation à une réunion par ces moyens est équivalente à une participation en personne à cette réunion. La réunion tenue par l'intermédiaire de tels moyens de communication sera réputée tenue au siège social de la Société.

Le Conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Les décisions du Conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

La société se trouve engagée soit par la signature collective de deux (2) administrateurs ou la seule signature de toute (s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, la société sera engagée par sa seule signature.

Art. 6. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 7. L'année sociale commence le 1^{er} juillet et se termine le 30 juin de l'année suivante.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle se réunit le quatrième jeudi du mois de novembre à 11.00 heures à Luxembourg au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 9. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le Conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 10. L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le Conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Art. 11. La loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

1.- Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et se termine le 30 juin 2012.

2.- La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2012.

Souscription et Libération

Toutes les actions ont été souscrites par la société «VALON S.A.», pré-qualifiée.

Toutes les actions ont été entièrement libérées en numéraire, de sorte que la somme de cent cinquante mille euros (EUR 150.000,-) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Déclaration

Le notaire-rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élèvent approximativement à la somme de mille huit cents euros.

Assemblée générale extraordinaire

Et aussitôt l'actionnaire unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre d'administrateurs est fixé à trois (3) et celui des commissaires à un (1).

Deuxième résolution

Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:

1.- «LANNAGE S.A.», une société anonyme, ayant son siège social au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B numéro 63130), Madame Marie BOURLOND, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, agira en tant que représentant permanent.

2.- «VALON S.A.», une société anonyme, ayant son siège social au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B numéro 63143), Monsieur Olivier LECLIPTEUR, 42, rue de la Vallée, L2661 Luxembourg, agira en tant que représentant permanent.

3.- «KOFFOUR S.A.», une société anonyme, ayant son siège social au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B numéro 86086), Monsieur Guy BAUMANN, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, agira en tant que représentant permanent.

La société «LANNAGE S.A.», prénommée, est nommée Président du Conseil d'Administration.

Troisième résolution

Est appelée aux fonctions de commissaire:

«AUDIT TRUST S.A.» une société anonyme, avec siège social au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B numéro 63115).

Quatrième résolution

Les mandats des administrateurs et commissaire prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2017.

Cinquième résolution

Le siège social est fixé au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donné à la mandataire du comparant, connue du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, celle-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: L. WERNERT, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 4 janvier 2012. Relation: EAC/2012/214. Reçu soixante-quinze Euros (75.-EUR).

Le Releveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2012005110/174.

(120004696) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2012.

Adagio (Luxembourg) Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5884 Hesperange, 300C, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 135.926.

In the year two thousand eleven, on the thirtieth day of December.

Before Maître Roger Arrensdorff, notary public residing at Mondorf-les-Bains, Grand-Duchy of Luxembourg, under-signed.

There appeared:

Adagio Management Limited, a company incorporated under the laws of Gibraltar and continued under the laws of the British Virgin Islands, with registered office at P.O. Box 957, Offshore Incorporations Centre, Road Town, Tortola, British Virgin Islands, represented by Ms. Brigitte Czoske, residing in 20 Avenue Marie-Thérèse, L-2123 Luxembourg, by virtue of a proxy dated on December 29, 2011.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, acting in the here above stated capacity, requested the undersigned notary to state that:

Adagio Management Limited (hereafter referred to as the "Sole Unitholder") is the sole unitholder of Adagio (Luxembourg) Sàrl, a private limited liability company, incorporated and organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 300c, Route de Thionville, L-5884 Hesperange, Grand-Duchy of Luxembourg, registered at the Luxembourg Trade Register under number B 135.926, incorporated by a deed enacted on December 21, 2007, by Maître Roger Arrensdorff, notary residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 4 March 2008, under number 537, whose articles of association have been amended for the last time by a deed enacted on April 29, 2010, by Maître Paul Decker, public notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on June 29, 2010 under number 1336.

Agenda

1 Increase of the corporate capital of the Company presently of an amount of EUR 94,789.- (ninety four thousand seven hundred eighty nine euro) represented by 94,789 (ninety four thousand seven hundred eighty nine) units with a par value of EUR 1.- (one euro) each, by the EUR equivalent of an amount of CAD 1,259,200.- (one million two hundred fifty nine thousand two hundred Canadian dollars) by the issue of new units with a par value of EUR 1.- (one euro) each having the same rights and obligations as the existing units, together with an allocation to the Company's legal reserve of the EUR equivalent of CAD 128,000.- (one hundred twenty eight thousand Canadian dollars);

2 Subscription and payment of the new units and allocation to the Company's legal reserve with a claim for the EUR equivalent of CAD 1,259,200.- (one million two hundred fifty nine thousand two hundred Canadian dollars) by a contribution in kind;

3 Amendment of Article 5.1 of the articles of association of the Company so as to reflect the increase of corporate capital; and

4 Other business.

The Sole Unitholder took the following resolutions:

First resolution

The Sole Unitholder decides to increase the corporate capital of the Company presently of an amount of EUR 94,789.- (ninety four thousand seven hundred eighty nine euro) represented by 94,789 (ninety four thousand seven hundred eighty nine) units with a par value of EUR 1.- (one euro) each, by the EUR equivalent of an amount of CAD 1,259,200.- (one million two hundred fifty nine thousand two hundred Canadian dollars), being EUR 947,304.- (nine hundred forty seven thousand three hundred and four euro), to the amount of EUR 1,042,093.- (one million forty two thousand ninety three euro), by the issue of 851,008 (eight hundred fifty-one thousand and eight) new units with a par value of EUR 1.- (one euro) each having the same rights and obligations as the existing units, together with an allocation to the Company's legal reserve of the EUR equivalent of CAD 128,000.- (one hundred twenty eight thousand Canadian dollars), being EUR 96,296.- (ninety six thousand two hundred ninety six euro), by a contribution in kind.

Second resolution

The Sole Unitholder resolved to cause the Company to issue 851,008 (eight hundred fifty-one thousand and eight) new units with a par value of EUR 1.- (one euro) each, having the same rights and obligations as the existing units, together with an allocation to the Company's legal reserve of the EUR 96,296.- (ninety six thousand two hundred ninety six euro).

Subscription and payment

There now appears Ms. Brigitte Czoske prenamed, acting in her capacity as duly appointed special attorney of the Sole Unitholder,

The appearing person declared subscribing in the name and on behalf of the prenamed Sole Unitholder, for 851,008 (eight hundred fifty-one thousand and eight) additional units with a par value of EUR 1.- (one euro) each, having the same rights and obligations as the existing units, together with an allocation to the Company's legal reserve of the EUR 96,296.- (ninety six thousand two hundred ninety six euro) and to make payment in full for such new units by a contribution in kind hereafter described:

Description of the contribution:

The contribution in kind consisting in the full and complete ownership of a claim excluding any real estate held by the Sole Unitholder against the Company for a total amount of EUR 947,304.- (nine hundred forty seven thousand three hundred and four euro) equivalent to CAD 1,259,200.- (one million two hundred fifty nine thousand two hundred Canadian dollars) (hereafter referred to as the "Claim"), this Claim being evaluated by the board of managers of the Company at the amount of EUR 947,304.- (nine hundred forty seven thousand three hundred and four euro) equivalent to CAD 1,259,200.- (one million two hundred fifty nine thousand two hundred Canadian dollars) on the basis of a valuation report issued by the Sole Unitholder (hereafter referred to as the "Valuation Report").

Evidence of the contribution's existence

Proof of the ownership and the value of the Claim have been given to the board of managers of the Company.

Effective implementation of the contribution

The appearing person declared that:

- the Sole Unitholder is the sole and full owner of a freely transferable claim, to be contributed to the Company upon its corporate capital increase, and has the relevant legal necessary powers to dispose of such claim;
- the Claim owned by the Sole Unitholder to be contributed to the Company upon its corporate capital increase, is subject neither to pre-emption rights nor to any other rights by virtue of which a person has a right over it;
- the transfer of the aforementioned Claim is effective as of the day of the extraordinary general meeting without further qualification being necessary, and a contribution agreement has already been signed between the relevant parties, proof thereof having been given to the undersigned notary;
- all further formalities shall be carried out in the relevant countries in order to duly complete the transfer of the aforementioned Claim and to bind upon validly any third party; and
- the claim currently amounts EUR 947,304.- (nine hundred forty seven thousand three hundred and four) equivalent to CAD 1,259,200.- (one million two hundred fifty nine thousand two hundred Canadian dollars).

Board of Managers' intervention:

Thereupon intervened Ms. Brigitte Czoske duly appointed special attorney of the Company, presenting a document issued for and on behalf of the board of managers and approving the valuation described above.

Third resolution

The Sole Unitholder resolved amending Article 5.1 of the articles of association of the Company so as to reflect the increase of the corporate capital of the Company resolved pursuant to the above resolutions.

Consequently, Article 5.1 of the articles of association of the Company can be read as follows:

“ 5.1. The corporation’s corporate capital is set at one million forty-two thousand ninety-three euro (EUR 1,042,093.-) represented by one million forty-two thousand ninety-three (1,042,093) units in registered form with a par value of one euro (EUR 1.-) each.”

Costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its capital increase have been estimated at about EUR 1,920.-(one thousand nine hundred twenty euro).

Retainer: Sufficient funds, equal at least to the amount as precised above for notarial fees are already at disposal of the undersigned notary, the contribution being made in kind.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Made in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read and translated into a language known by the person appearing, known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, the said person appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L’an deux mille onze, le trente décembre.

Par-devant Maître Roger Arensdorff, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Adagio Management Limited, une société constituée et établie sous le droit de Gibraltar et continuée sous le droit des Iles Vierges Britanniques, ayant son siège social situé P.O. Box 957, Offshore Incorporations Centre, Road Town, Tortola, British Virgin Islands, dûment représentée par Maître Brigitte Czoske, demeurant au 20 Avenue Marie-Thérèse, L-2123 Luxembourg, en vertu d’une procuration sous seing privée donnée le 29 décembre 2011.

Ladite procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire agissant pour le compte de la partie comparante et par le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour les besoins de l’enregistrement.

Laquelle partie comparante, agissant ès-qualité, a déclaré et demandé au notaire d’acter que:

Adagio Management Limited (ci-après “l’Associé Unique”) est l’associé unique de Adagio (Luxembourg) Sàrl, une société à responsabilité limitée, constituée et régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à L-5884 Hesperange, 300c, route de Thionville, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 135.926, constituée suivant acte reçu le 21 décembre 2007 par Maître Roger Arensdorff, notaire de résidence à Mondorf-les Bains, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 4 mars 2008, sous le numéro 537, ces statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant un acte du 29 avril 2010 reçu par Maître Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 29 juin 2010, sous le numéro 1336.

Ordre du jour

1. Augmentation du capital social de la Société d’un montant actuel de EUR 94.789,-(quatre-vingt-quatorze mille sept cent quatre-vingt-neuf euros) représenté par 94.789 (quatre-vingt-quatorze mille sept cent quatre-vingt-neuf) parts sociales d’une valeur de EUR 1,- (un euro) chacune, à un montant en EUR équivalent à CAD 1.259.200,- (un million deux cent cinquante-neuf mille deux cent dollars canadiens) par l’émission de nouvelles parts sociales d’une valeur de EUR 1,- (un euro) chacune, ayant les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes, ensemble avec l’allocation à la réserve légale de la Société d’un montant en EUR équivalent à CAD 128.000,- (cent vingt-huit mille dollars canadiens);

2. Souscription et libération de toutes les nouvelles parts sociales et allocation à la réserve légale de la Société avec une créance en EUR équivalente à CAD 1.259.200,- (un million deux cent cinquante-neuf mille deux cent dollars canadiens) par un apport en nature;

3. Modification de l’article 5.1 des statuts de la Société pour refléter l’augmentation du capital social; et

4. Divers.

L’Associé Unique a adopté les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique a décidé d'augmenter le capital social de la Société d'un montant actuel de EUR 94.789,- (quatre-vingt-quatorze mille sept cent quatre-vingt-neuf euros) représenté par 94.789 (quatre-vingt-quatorze mille sept cent quatre-vingt-neuf) parts sociales d'une valeur de EUR 1,- (un euro) chacune, à concurrence de l'équivalent en euros d'un montant de CAD 1.259.200,- (un million deux cent cinquante-neuf mille deux cents dollars canadiens), soit EUR 947.304,- (neuf cent quarante-sept mille trois cent quatre euros) pour le porter à un montant de EUR 1.042.093,- (un million quarante-deux mille quatre-vingt-treize euros) par l'émission de 851.008 (huit cent cinquante un mille huit) nouvelles parts sociales d'une valeur de EUR 1,- (un euro), ayant les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes, ensemble avec une allocation à la réserve légale de la Société d'un montant en euros équivalent à CAD 128.000,- (cent vingt-huit mille dollars canadiens), soit EUR 96.296,- (quatre-vingt-seize mille deux cent quatre-vingt-seize euros) par un apport en nature.

Deuxième résolution

L'Associé Unique a décidé d'émettre 851.008 (huit cent cinquante un mille huit) nouvelles parts sociales d'une valeur de EUR 1,- (un euro) chacune, ayant les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes, ensemble avec une allocation à la réserve légale de la Société d'un montant de EUR 96.296,- (quatre-vingt-seize mille deux cent quatre-vingt-seize euros).

Souscription et Libération

Est alors intervenue aux présentes Maître. Brigitte Czoske, préqualifiée, agissant en sa qualité de mandataire spécial de l'Associé Unique,

La comparante a déclaré souscrire au nom et pour le compte de l'Associé Unique préqualifié 851.008 (huit cent cinquante un mille huit) nouvelles parts sociales d'une valeur de EUR 1,- (un euro) chacune, ayant les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes, ensemble avec une allocation à la réserve légale de la Société d'un montant de EUR 96.296,- (quatre-vingt-seize mille deux cent quatre-vingt-seize euros) et de payer en totalité ces nouvelles parts sociales par un apport en nature décrit ci-après:

Description de l'apport

L'apport en nature a consisté en la pleine et complète propriété d'une créance excluant n'importe quel immobilier détenue par l'Associé Unique envers la Société pour un montant total de EUR 947.304,- (neuf cent quarante-sept mille trois cent quatre euros) équivalent à CAD 1.259.200,- (un million deux cent cinquante-neuf mille deux cent dollars canadiens) (ci-après la «Créance»); cette Créance ayant été évaluée par le conseil de gérance de la Société à un montant de EUR 947.304,- (neuf cent quarante-sept mille trois cent quatre euros), équivalent à CAD 1.259.200,- (un million deux cent cinquante-neuf mille deux cent dollars canadiens) sur base du rapport d'évaluation émis par l'Associé Unique (ci-après «le Rapport d'Evaluation»).

Preuve de l'existence de l'apport

Preuve de la propriété et de la valeur de la Créance a été donnée au conseil de gérance de la Société.

Réalisation effective de l'apport

Le comparant a déclaré que:

- l'Associé Unique détient seul et intégralement la créance librement transférable, à apporter à la Société lors de son augmentation de capital, et détient les pouvoirs légaux nécessaires et adéquats pour disposer de ladite Créance;
- il n'existe aucun droit de préemption, ni d'autres droits en vertu desquels une personne pourrait être fondée à demander le transfert de la Créance détenue par l'Associé Unique à apporter à la Société lors de son augmentation de capital;
- le transfert de la Créance prémentionnée est effectif au jour de l'assemblée générale extraordinaire, sans qu'aucune qualification supplémentaire ne soit nécessaire, et une convention de cession a déjà été signée, preuve en a été donnée au notaire instrumentant;
- toutes autres formalités seront réalisées dans les états respectifs, aux fins de formaliser le transfert de la prédite Créance et de le rendre effectif en tous lieux et vis-à-vis de tous tiers; et
- la créance s'élève actuellement à EUR 947.304,- (neuf cent quarante-sept mille trois cent quatre euros) équivalent à CAD 1.259.200,- (un million deux cent cinquante-neuf mille deux cent dollars canadiens).

Intervention du conseil de gérance

Est alors intervenue Maître Brigitte Czoske, en sa qualité de mandataire spécial de la Société, présentant un document émis pour et pour le compte du conseil de gérance et approuvant l'évaluation mentionnée ci-dessus.

Troisième résolution

L'Associé Unique a décidé de modifier l'article 5.1 des statuts de la Société, afin de refléter l'augmentation du capital social de la Société comme décidée par les précédentes résolutions.

En conséquence, l'article 5.1 des statuts de la Société sera modifié comme suit:

" 5.1. Le capital social de la société est fixé à un million quarante-deux mille quatre-vingt-treize euros (EUR 1.042.093,-), représenté par un million quarante-deux mille quatre-vingt-treize (1.042.093) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale d'un euro (1,- EUR) chacune."

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de l'augmentation de son capital au droit fixe d'enregistrement, s'élève à environ EUR 1.920,- (mille neuf cent vingt euros).

Remarque: des fonds suffisants, équivalents au moins au montant précisé ci-dessous pour les frais de notaire sont d'ores et déjà à la disposition du notaire instrumentant, l'apport étant fait en nature.

Le notaire instrumentant qui comprend et parle la langue anglaise constate que sur demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande de la même partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Le document ayant été lu et traduit en un langage connu de la partie comparante, connue du notaire par son prénom, nom, état civil et domicile, ladite partie comparante a signé avec Nous, notaire, le présent acte en original.

Signé: CZOSKE, ARRENSDORFF.

Enregistré à Remich, le 30 décembre 2011. Relation: REM/2011/1836. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mondorf-les-Bains, le 30 décembre 2011.

Référence de publication: 2012005456/217.

(120005762) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2012.

AB 3 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3450 Dudelange, 1, rue du Commerce.

R.C.S. Luxembourg B 114.050.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Référence de publication: 2012006209/10.

(120006357) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Tudor-Popescu Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5550 Remich, 22, rue Macher.

R.C.S. Luxembourg B 57.074.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Auszug

Es erhellt aus einer Urkunde von Notar Henri HELLINCKX, mit dem Amtswohnsitz in Luxemburg, am 28. Dezember 2011, einregistriert in Luxemburg A.C., am 3. Januar 2012, LAC/2012/373, dass die Gesellschafter der Gesellschaft mit beschränkter Haftung «TUDOR-POPESCU S.à r.l.», in Liquidation, mit Sitz in L-5550 Remich, 22, rue Macher, die gegründet wurde gemäss notarieller Urkunde vom 13. November 1996, veröffentlicht im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 76 vom 18. Februar 1976. Die Satzung wurde zuletzt abgeändert gemäss notarieller Urkunde vom 14. Januar 2008, veröffentlicht im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 701 vom 21. März 2008, beschlossen haben, die Liquidation der Gesellschaft zu schließen.

Die Gesellschaft wurde in Liquidation gesetzt gemäss Urkunde des unterzeichneten Notars vom 8. Juni 2011.

Die Bücher der Gesellschaft werden während einer Dauer von fünf Jahren ab den 28. Dezember 2011, in Saarbrücken, Memelerstrasse 22, hinterlegt bleiben.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 11. Januar 2012.

Référence de publication: 2012006753/21.

(120006329) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Milliken Holding Luxembourg Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.425.000,00.

Siège social: L-2124 Luxembourg, 102, rue des Maraîchers.

R.C.S. Luxembourg B 145.429.

Extrait des résolutions de l'associé unique de la Société en date du 30 décembre 2011

En date du 30 décembre 2011, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- De nommer Monsieur Mark Bole, né le 19 janvier 1959 à Maryland aux Etats-Unis d'Amérique, avec address professionnelle au 534, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que nouveau gérant de classe B de la Société avec effet au 1^{er} novembre 2011 et pour une durée indéterminée.

Depuis cette date le conseil de gérance de la Société se compose des personnes suivantes:

Gérants de classe A:

Monsieur James R. Richeson

Monsieur Joseph Murdock Salley

Monsieur Martin John Haworth

Gérants de classe B:

Monsieur Philippe van den Avenne

Monsieur Louis Johannes de Lange

Monsieur Mark Bole

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Référence de publication: 2012007199/24.

(120007663) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2012.

AFA S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-4964 Clemency, 62, rue de Grass.

R.C.S. Luxembourg B 108.646.

Le Bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

AFA S.à r.l.

Référence de publication: 2012006214/10.

(120006228) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Meteor Investment Fund S.A., SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 2, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 131.352.

Auszug aus dem Protokoll der ordentlichen Generalversammlung vom 30. Juni 2011

Am 30. Juni 2011 um 15 Uhr kamen am Gesellschaftssitz die Aktionäre obiger Gesellschaft zusammen.

Nach Feststellung der Rechtsgültigkeit, werden folgende Beschlüsse einstimmig gefasst:

Die Verwaltungsratsmandate der Mitglieder, Claude Niedner und Sabine Büchel werden um ein weiteres Jahr verlängert und enden mit Ablauf der im Jahr 2012 stattfindenden Generalversammlung. Das Verwaltungsratsmandat des Mitgliedes Bernhard Kuhn läuft aus.

Herr Christian Folz, 2, Place Dargent, L-1413 Luxembourg, wird mit sofortiger Wirkung zum Verwaltungsratsmitglied ernannt. Das Mandat endet mit Ablauf der im Jahr 2012 stattfindenden Generalversammlung.

Die Prüfungsgesellschaft BDO Audit, Société Anonyme (2, Avenue Charles de Gaulle, L-2013 Luxembourg) wird bis zum Ablauf der im Jahr 2012 stattfindenden Generalversammlung zum Wirtschaftsprüfer bestellt und ersetzt den Wirtschaftsprüfer Deloitte S.A..

Luxembourg, den 11.1.2012.

Meteor Investment Fund S.A. SICAV SIF

Unterschriften

Référence de publication: 2012006836/22.

(120006751) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Alt Properties Mediterranean S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 14.477.800,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 152.389.

Melih Murat Dural, gérant, a désormais son adresse professionnelle au Dural Sok. 4 C, Gölbası-Ankara, Turquie

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 décembre 2011.

Référence de publication: 2012006215/11.

(120006075) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Ana & Dalma s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-4601 Differdange, 55, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 156.337.

Le Bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ANA & DALMA S.à r.l.

Référence de publication: 2012006216/10.

(120006227) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Anosoc S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 46.107.

Les Bilans aux 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012006217/10.

(120006083) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Goodyear, Société Anonyme.

Siège social: L-7750 Colmar-Berg, avenue Gordon Smith.

R.C.S. Luxembourg B 4.441.

Suivant la réunion du conseil d'administration de la société tenue le 26 septembre 2011, à 10h00,

Le conseil d'administration a pris note de la désignation de Monsieur Jean-Claude Delleré, demeurant professionnellement à Avenue Gordon Smith, L-7750 Colmar-Berg (Luxembourg), comme Administrateur en tant que représentant salarié de la Société nommé par la Délégation Principale des Salariés par courrier en date du 1^{er} septembre 2011 en remplacement de Monsieur René Kanivé, demeurant professionnellement à Avenue Gordon Smith, L-7750 Colmar-Berg (Luxembourg) avec effet au 1^{er} septembre 2011.

Suivant la réunion du conseil d'administration de la société tenue le 1^{er} décembre 2011, à 10h00,

Le conseil d'administration a pris connaissance de la démission en tant qu'administrateur de la société de Monsieur Hermann Lange, par courrier en date du 28 octobre 2011 et avec effet au 31 octobre 2011, et a nommé provisoirement, jusqu'à confirmation de la prochaine assemblée générale ordinaire, Monsieur Hans-Joachim Famula, demeurant professionnellement à Avenue Gordon Smith, L-7750 Colmar-Berg (Luxembourg) comme administrateur de la société avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Colmar-Berg, le 11 janvier 2012

Pour la société

Référence de publication: 2012007106/22.

(120007393) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2012.

Svenningson Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 76.829.

In the year two thousand eleven, on the twenty-ninth of December.

Before Us M^e Carlo WERSANDT, notary residing at Luxembourg, (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned.

APPEARED:

Ingemar Svenningson Estate, an Estate constituted under the laws of Sweden, having its registered office Västra Trädgårdsgatan 11A, 111 53 Stockholm, Sweden, registered with the Swedish Tax Administration (Skatteverket) under number 2102152432,

here represented by Mr. Pierre LANCELIN, employee, residing professionally in L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté, by virtue of a proxy given under private seal; such proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxy-holder and the officiating notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

This appearing party, represented as said before, has declared and requested the officiating notary to state:

- That the private limited liability company SVENNINGSON INVEST S.à r.l, with registered office at 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 76.829, has been incorporated under the laws of Luxembourg pursuant to a deed of M^e Gérard LECUIT, notary then residing in Hesperange, dated June 16, 2000, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 854 of November 22, 2000 (the Company),

and that the articles of the Company have been modified for the last time by a deed of the said notary Gérard LECUIT, on August 8, 2002, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1533 of October 24, 2002;

- That the appearing party is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of the Company and that it has taken, through its proxy-holder, the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to dissolve the Company and to voluntarily put the Company into liquidation (liquidation volontaire).

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to appoint Mr. Bill ANDREASSON, Swedish lawyer, born on December 7, 1941 in Villstad, Sweden and professionally residing at Västra Trädgårdsgatan 11A, 111 53 Stockholm, Sweden (the Liquidator).

The Liquidator has the widest powers to do everything, which is required for the liquidation of the Company and the disposal of the assets of the Company under his sole signature.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to confer to the Liquidator the powers set forth in articles 144 et seq. of the Luxembourg act dated 10th August, 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Act 1915).

The Liquidator shall be entitled to pass all deeds and carry out all operations, including those referred to in article 145 of the Companies Act 1915, without the prior authorization of the general meeting of shareholders. The Liquidator may, under its sole responsibility, delegate his powers for specific operations or tasks to one or several persons or entities.

The Liquidator shall be authorized to make, in his sole discretion, advance payments of the liquidation proceeds (boni de liquidation) to the shareholders of the Company, in accordance with article 148 of the Companies Act 1915.

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to instruct the Liquidator to execute at the best of its abilities and with regard to the circumstances all the assets of the Company and to pay the debts of the Company.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxy-holder of the appearing party, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxy-holder has signed with Us the notary the present deed.

Suit la version en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le vingt-neuf décembre.

Par-devant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

A COMPARU:

Ingemar Svenningson Estate, un patrimoine (Estate) constitué selon le droit suédois, ayant son siège social au Västra Trädgårdsgatan 11A, 111 53 Stockholm, Suède, enregistré auprès du Swedish Tax Administration (Skatteverket) sous le numéro 210215-2432,

ici représentée par Monsieur Pierre LANCELIN, employé, demeurant professionnellement à L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée; laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a déclaré et requis le notaire instrumentant d'acter:

- Que la société à responsabilité limitée SVENNINGSON INVEST S.à r.l., avec siège social au 13-15, avenue de la Liberté, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 76.829, a été constituée suivant acte reçu par Maître Gérard LECUIT, notaire alors de résidence à Hesperange, en date du 16 juin 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 854 du 22 novembre 2000 (la Société),

et que les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte dudit notaire Gérard LECUIT, le 8 août 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1533 du 24 octobre 2002;

- Que la partie comparante est la seule associée actuelle (l'«Associée Unique») de la Société et qu'elle a pris, par son mandataire, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associée Unique décide de dissoudre et liquider volontairement la Société.

Deuxième résolution

L'Associée Unique décide de nommer comme liquidateur Monsieur Bill ANDREASSON, avocat suédois, né le 7 décembre 1941 à Villstad, Suède et résidant professionnellement au Västra Trädgårdsgatan 11A, 111 53 Stockholm, Suède.

Le Liquidateur a les pouvoirs les plus étendus pour accomplir sous sa seule signature tout acte nécessaire pour la liquidation de la Société et la réalisation de son actif.

Troisième résolution

L'Associée Unique décide d'attribuer au Liquidateur tous les pouvoirs prévus aux articles 144 et suivants de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi de 1915).

Le Liquidateur est autorisé à passer tous actes et d'exécuter toutes opérations, en ce compris les actes prévus aux articles 145 de la Loi de 1915, sans autorisation préalable d'une assemblée générale des actionnaires. Le Liquidateur pourra déléguer, sous sa propre responsabilité, ses pouvoirs, pour des opérations ou tâches spécialement déterminées, à une ou plusieurs personnes physiques ou morales.

Le Liquidateur est autorisé à verser des acomptes sur le boni de liquidation aux actionnaires de la Société conformément à l'article 148 de la Loi de 1915.

Quatrième résolution

L'Associée Unique décide de charger le Liquidateur de réaliser, au mieux et eu égard aux circonstances, tous les actifs de la Société, et de payer toutes les dettes de la Société.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et français, déclare par les présentes, qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte à la mandataire de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par ses nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: P. LANCELIN, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 2 janvier 2012. LAC/2012/210. Reçu douze euros (12,00 €).

Le Receveur pd. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 10 janvier 2012.

Référence de publication: 2012006047/104.

(120005780) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2012.

Argoland Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 126.876.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait

Il résulte d'un acte de clôture de liquidation reçu par le notaire Martine SCHAEFFER, de résidence à Luxembourg, en date du 30 décembre 2011, enregistré à Luxembourg A.C., le 4 janvier 2012, LAC/2012/715, aux droits de soixante-quinze euros (75.- EUR), que la société anonyme établie à Luxembourg sous la dénomination de "HIGHFIN INTERNATIONAL S.A. (en liquidation)", R.C.S. Luxembourg Numéro B 127820, ayant son siège social à Luxembourg au 18, rue de l'Eau, constituée par acte de Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, en date du 3 mai 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1332 du 2 juillet 2007.

La société a été mise en liquidation par acte du notaire Jean SECKLER, prénommé, en date du 17 novembre 2011, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

a été clôturée et que par conséquence la société est dissoute.

Les livres et documents de la société seront conservés pendant une durée de cinq ans à partir du jour de la liquidation auprès de FIDUCENTER S.A., ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, inscrite au RCS Luxembourg sous le numéro B 62780.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 janvier 2012.

Référence de publication: 2012006219/23.

(120006414) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Atlas Management S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 127.021.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2012006881/2.

(120007336) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2012.

Sopinor S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4149 Schifflange, Zone Industrielle Um Monkeler.

R.C.S. Luxembourg B 86.593.

—
L'an deux mille onze, le dix-neuf décembre.

Par-devant Maître Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Orlando Pinto, gérant de société, demeurant à L-3249 Bettembourg, 48, rue Président J.F. Kennedy, seul associé, représentant l'intégralité du capital social de la société à responsabilité limitée SOPINOR, S.à r.l., établie et ayant son siège social à L3220 Bettembourg, 55, rue Auguste Collart,

constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 8 mars 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 951 du 21 juin 2002

inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg section B sous le numéro 86593,

ici représentée par Mademoiselle Virgine PIERRU, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privée, faite et donnée à Bettembourg, le 16 décembre 2011, laquelle procuration après avoir été paraphée «ne varietur» par le comparant, ici représenté comme il est dit ci-avant, et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes, avec lesquelles elle sera enregistrée.

Le comparant, ici représenté comme il est dit ci-avant, a requis le notaire instrumentaire d'acter la résolution suivante:

Unique résolution

L'associé unique décide de transférer le siège social vers Zone Industrielle Um Monkeler, L-4149 Schifflange et modifie par conséquent l'article 2 des statuts qui aura la teneur suivante:

« **Art. 2.** Le siège de la société est établi dans la Commune de Schifflange.»

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte à environ 850,- EUR.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire instrumentant.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire la présente minute.

Signé: V. PIERRU, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 21 décembre 2011. Relation: LAC/2011/57183. Reçu 75,- € (soixante-quinze Euros).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR COPIE CONFORME, délivré au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.

Luxembourg, le 10 janvier 2012.

Référence de publication: 2012006729/36.

(120006333) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

INNCONA S.à.r.l. & Cie. Cent trente-quatrième (134.) S.e.c.s., Société en Commandite simple.

Siège social: L-5444 Schengen, 5, Baachergaass.

R.C.S. Luxembourg B 165.968.

—
STATUTEN

Gesellschaftsvertrag

Art. 1. Firma, Sitz.

(1) Die Gesellschaft führt die Firma INNCONA S.à.r.l. & Cie. Cent trente-quatrième (134.) S.e.c.s.

(2) Sitz der Gesellschaft ist L-5444 Schengen.

(3) Der Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafter mit einfacher Mehrheit an einen anderen Ort des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden. Die Gesellschaft kann Tochtergesellschaften, Niederlassungen oder Betriebsstätten in Luxemburg und im Ausland begründen. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit gegründet.

Art. 2. Gesellschaftszweck.

(1) Gegenstand des Unternehmens ist der Handel und die Vermietung von beweglichen Wirtschaftsgütern in Luxemburg und im Ausland. Die Gesellschaft ist außerdem berechtigt, solche Geschäfte vorzunehmen, die geeignet sind, diesem Gesellschaftszweck unmittelbar oder mittelbar zu dienen. Sie kann hierfür alle Rechtsgeschäfte, Transaktionen oder Aktivitäten kommerzieller oder finanzieller Natur vornehmen, auch im Hinblick auf bewegliche oder unbewegliche Wirtschaftsgüter, die dem Zweck der Gesellschaft direkt oder indirekt dienen.

(2) Die Gesellschaft kann sich an allen Unternehmen im In- und Ausland beteiligen, die einen ähnlichen Gesellschaftszweck verfolgen, um den eigenen Unternehmensgegenstand zu fördern.

Art. 3 Gesellschafter, Kapitalanteile, Einlagen, Haftsummen.

Gesellschafter/Kommanditisten sind:

INNCONA Management S.à.r.l. mit Sitz in L-5444 Schengen, eingetragen im Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B 128.812. Die INNCONA Management S.à.r.l. erbringt einen Anteil am Gesellschaftskapital in Höhe von 100,00 Euro.

Ausschließlich die INNCONA Management S.à.r.l. übernimmt die Funktion eines persönlich haftenden Gesellschafters. Kommanditist mit einem Kommanditanteil von 170.000,00 Euro ist:

Nachname, Vorname: Edler von Schickh, Oskar
 Straße: Schlachte 43
 Postleitzahl/Wohnort: 28195 Bremen

Geburtsdatum/Geburtsort: 17.10.63 / Stuttgart

Beruf: Finanzberater

Der Kommanditist wird nachfolgend auch „Gesellschafter“ oder „associé commandité“ genannt. Der Kommanditist erbringt seinen Kommanditanteil durch Zahlung in das Gesellschaftsvermögen. Daneben zahlt der Kommanditist ein Aufgeld von 5.000,00 Euro in das Gesellschaftsvermögen, das zur Deckung der Vertriebskosten bestimmt ist.

Art. 4. Geschäftsführung, Vertretung.

(1) Die INNCONA Management S.à.r.l., vertreten durch ihre Geschäftsführer, ist zur ausschließlichen Geschäftsführung und Vertretung berechtigt, die die Gesellschaft und den Gesellschaftszweck betreffen. Die Vertretung und Geschäftsführung umfasst explizit auch die Rechtsgeschäfte, die im Namen der Gesellschaft die Geschäftsführung auch mit sich selbst oder als Vertreter eines Dritten abschließt. Alle Rechtsgeschäfte und Vollmachten (einschließlich der Prokuren) können nur von der INNCONA Management S.à.r.l. (l'associé commandité) vorgenommen werden. Die Erteilung von Vollmachten oder Prokuren kann nur gegenüber Nicht-Kommanditisten (non-associés) erfolgen, die unverzüglich beim zuständigen Handelsregister einzutragen sind.

(2) Die INNCONA Management S.à.r.l. bedarf der vorherigen Zustimmung der Gesellschafterversammlung für alle Rechtshandlungen, die über den gewöhnlichen Geschäftsbetrieb der Gesellschaft hinausgehen. Dazu zählen insbesondere:

- a) Verfügung über Grundstücke und grundstücksgleiche Rechte, insbesondere Erwerb, Veräußerung oder Belastung;
- b) Errichtung von anderen Unternehmen oder Gesellschaften oder Beteiligungen an ihnen, soweit diese einen Investitionsbetrag von 10.000,00 Euro pro Einzelfall übersteigen; das Gleiche gilt für die Veräußerung oder Aufgabe derartiger Beteiligungen;
- c) Errichtung oder Aufgabe von Zweigniederlassungen;
- d) Eingehen von Pensionszusagen und auf Versorgung gerichteter Verbindlichkeiten;
- e) Eingehen von Verbindlichkeiten aus Wechseln, Bürgschaften oder Garantien, mit Ausnahme von Garantien bei Versicherungsschäden;
- f) Gewährung von Darlehen an Gesellschafter oder Dritte;
- g) Eingehen von Investitionen, die den Betrag von 25.000,00 Euro pro Wirtschaftsgut übersteigen;
- h) Eingehen von sonstigen Verbindlichkeiten, einschließlich Aufnahme von Krediten, soweit diese den Betrag von 300.000,00 Euro gemäß der Investitionsrechnung übersteigen;
- i) Aufnahme neuer Gesellschafter.

Wenn in eiligen Fällen die INNCONA Management S.à.r.l. die Zustimmung der Gesellschafterversammlung nicht einholen kann, so hat sie nach pflichtgemäßem Ermessen zu handeln und unverzüglich die Beschlussfassung der Gesellschafterversammlung nachzuholen.

Art. 5. Gesellschafterversammlung.

(1) Unter sinngemäßer Anwendung der Vorschriften für Personengesellschaften wird jährlich eine ordentliche Gesellschafterversammlung einberufen.

(2) Die Unwirksamkeit eines fehlerhaften Gesellschafterbeschlusses ist durch Klage gegen die Gesellschaft geltend zu machen. Ein fehlerhafter Gesellschafterbeschluss, der nicht gegen zwingende gesetzliche Vorschriften verstößt, kann nur innerhalb einer Frist von 2 Monaten seit der Beschlussfassung durch Klage angefochten werden. Die Frist beginnt mit der Absendung der Niederschrift über den Beschluss. Wird nicht innerhalb der Frist Klage erhoben oder wird die Klage zurückgenommen, ist der Mangel des Beschlusses geheilt.

(3) Außerordentliche Gesellschafterversammlungen sind auf Verlangen der persönlich haftenden Gesellschafter sowie auf Verlangen eines oder mehrerer Gesellschafter, sofern ihr Anteil 25% am Kapital übersteigt, durch die persönlich haftende Gesellschafterin schriftlich einzuberufen, und zwar mit einer Frist von 21 Tagen, wobei der Tag der Ladung und der Tag der Versammlung nicht mitzuzählen sind. Tagungsort, Tagungszeit Tagungsordnung sind in der Ladung mitzuteilen. Wird dem Verlangen eines oder mehrerer Gesellschafter nicht binnen zwei Wochen entsprochen, so kann der oder die Gesellschafter selbst eine Gesellschafterversammlung unter Beachtung der vorgeschriebenen Formen einberufen.

(4) Die Gesellschafterversammlung ist beschlussfähig, wenn Gesellschafter anwesend oder vertreten sind, die 50 von Hundert der Stimmen aller Gesellschafter auf sich vereinen. Erweist sich eine Gesellschafterversammlung als nicht beschlussfähig, hat die Gesellschaft eine neue Gesellschafterversammlung mit gleicher Tagesordnung innerhalb einer Woche in der vorgeschriebenen Form einzuberufen. Diese ist hinsichtlich der Gegenstände, die auf der Tagesordnung der beschlussunfähigen Gesellschafterversammlung standen, ohne Rücksicht auf die Zahl der anwesenden oder vertretenen Gesellschafter beschlussfähig, darauf ist in der Einladung hinzuweisen.

(5) Über die Gesellschafterversammlung wird eine Niederschrift angefertigt, die unverzüglich allen Gesellschaftern zu übermitteln ist. Die Niederschrift gilt als genehmigt, wenn kein Gesellschafter oder Gesellschaftervertreter, der an der Gesellschafterversammlung teilgenommen hat, innerhalb von vier Wochen seit der Absendung der Niederschrift schriftlich beim Vorsitzenden widersprochen hat.

(6) Die Gesellschafterversammlung entscheidet über

- a) die Feststellung des Jahresabschlusses des vergangenen Geschäftsjahres;

- b) die Entlastung der INNCONA Management S.à r.l.;
- c) die Gewinnverwendung und die Ausschüttung von Liquiditätsüberschüssen;
- d) die Zustimmung zu Geschäftsführungsmaßnahmen der INNCONA Management S.à r.l. gemäß Art. 4 Abs. (2);
- e) Änderungen des Gesellschaftsvertrages;
- f) Auflösung der Gesellschaft.

Art. 6. Gesellschafterbeschlüsse.

(1) Beschlüsse über die in Art. 5 Abs. (6) genannten Gegenstände werden stets in Gesellschafterversammlungen gefasst. Beschlüsse können auch schriftlich oder per Telefax mit Zustimmung aller Gesellschafter gefasst werden, ohne dass eine Gesellschafterversammlung stattfinden muss.

(2) Bei der Abstimmung hat jeder Gesellschafter je 10,00 Euro seiner Geschäftseinlage eine Stimme.

(3) Der Gesellschafter, der das Gesellschaftsverhältnis gekündigt hat, hat nach Zugang der Kündigung kein Stimmrecht mehr.

(4) Die Gesellschafter beschliessen mit der einfachen Mehrheit der abgegebenen Stimmen, soweit nicht in diesem Vertrag oder durch Gesetz etwas anderes bestimmt ist. Änderungen des Gesellschaftsvertrages, die Aufgabe des Geschäftsbetriebes oder seine wesentliche Einschränkung bzw. die Liquidation der Gesellschaft und die Bestellung des Liquidators bedürfen einer Mehrheit von 75% der Stimmen.

(5) Über die Beschlüsse der Gesellschafter in der Gesellschafterversammlung sind Niederschriften anzufertigen und den einzelnen Gesellschaftern zuzusenden. Über Beschlüsse, die außerhalb einer Gesellschafterversammlung gefasst worden sind, haben die geschäftsführenden Gesellschafter die Gesellschafter unverzüglich schriftlich zu unterrichten.

Art. 7. Geschäftsjahr, Beginn der Gesellschaft. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 01. Juli eines jeden Jahres und endet am 30.06. des Folgejahres. Das erste Geschäftsjahr endet am 30.06. des Jahres, in dem die Gesellschaft begonnen hat (Rumpfgeschäftsjahr).

Schengen, den 19.06.07.

INNCONA Management S.à r.l.

Unterschrift

Geschäftsführer

Référence de publication: 2012006127/116.

(120004980) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2012.

Articis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 80.673.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012006220/9.

(120006720) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Ashmore SICAV 3, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 151.742.

Les statuts coordonnées ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 janvier 2012.

Référence de publication: 2012006222/10.

(120006535) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Asics Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-3713 Rumelange, 20, rue Jean-Pierre Bausch.

R.C.S. Luxembourg B 153.932.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2012006223/11.

(120006701) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Black & Decker International Finance 3 Limited, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 50.000,00.

Siège de direction effectif: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 150.522.

L'associé unique de la Société a décidé nommer Ernst & Young Luxembourg S.A. ayant son siège social 7, Rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2 à Munsbach (L-5365), immatriculé auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B47771 comme réviseur d'entreprises pour un mandat qui commence à la date de constitution de la Société, soit le 25 novembre 2009, et prend fin le 30 novembre 2011.

POUR EXTRAIT CONFORME ET SINCERE
Black & Decker International Finance 3 Limited
Signature
Un Mandataire

Référence de publication: 2012006238/16.

(120006586) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Big Island S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 223, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 143.621.

Le bilan au 31.12.2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 janvier 2012.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER
Signature

Référence de publication: 2012006250/12.

(120006654) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Calmar Real Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1473 Luxembourg, 2A, rue Jean-Baptiste Esch.

R.C.S. Luxembourg B 133.678.

L'an deux mille onze, le vingt-sept décembre.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue une Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme établie à Luxembourg sous la dénomination de «CALMAR REAL ESTATE S.A.», R.C.S. Luxembourg N° B 133.678, constituée par acte du notaire instrumentaire en date du 5 novembre 2007, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 2931 du 17 décembre 2007.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Stéphane SABELLA, juriste, domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire, Madame Corinne PEYRON, employée privée, domiciliée professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Raymond THILL, maître en droit, domicilié professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.

Monsieur le Président expose ensuite:

I.- Qu'il résulte d'une liste de présence dressée et certifiée par les membres du bureau que les trente-deux (32) actions d'une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000,-) chacune, représentant l'intégralité du capital social de trente-deux mille euros (EUR 32.000,-) sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduits, tous les actionnaires représentés ayant accepté de se réunir sans convocations préalables.

Ladite liste de présence, portant les signatures des actionnaires tous représentés, restera annexée au présent procès-verbal ensemble avec les procurations pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

II.- Que l'ordre du jour de la présente Assemblée est conçu comme suit:

1. Dissolution de la société et mise en liquidation.
2. Nomination d'un ou plusieurs liquidateurs et détermination de leurs pouvoirs.
3. Divers.

L'Assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Monsieur le Président et après s'être reconnue régulièrement constituée, a abordé l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de dissoudre la Société et de la mettre en liquidation.

Deuxième résolution

L'assemblée générale nomme aux fonctions de liquidateur, pour la durée de la liquidation, la société LISOLUX S.A.R.L., ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, qui aura les pouvoirs les plus étendus pour réaliser la liquidation, y compris ceux de réaliser les opérations prévues à l'article 145 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, l'Assemblée s'est terminée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: S. Sabella, C. Peyron, R. Thill et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 30 décembre 2011. LAC/2011/59292. Reçu douze euros (EUR 12,).

Le Receveur pd. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 janvier 2012.

Référence de publication: 2012006287/49.

(120006203) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Patterson & Weston Holding S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 19.781.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait

Par jugement rendu en date du 8 décembre 2011, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a déclaré closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société anonyme PATTERSON & WESTON HOLDING S.A., dont le siège social à L-1631 Luxembourg, 35 rue Glesener, a été dénoncé en date du 30 décembre 1999.

Ce même jugement a ordonné la publication du dispositif par extrait au Mémorial. Il a également mis les frais à charge du Trésor.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Esch/Alzette, le 16 décembre 2011.

Pour extrait conforme

Maître Karim ZEDIRA

Le Liquidateur

Référence de publication: 2012006630/19.

(120006606) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

McAfee Financial Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.001,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 149.932.

—
EXTRAIT

L'associé unique de la Société a accepté, en date du 10 janvier 2012, la démission de M. David Walsh de son poste de gérant de la Société, avec effet au 10 janvier 2012.

Par résolution de l'associé unique de la Société prise en date du 10 janvier 2012, il a été décidé de nommer M. Finn McClain, né à Amsterdam, Pays-Bas, le 6 janvier 1967, avec adresse professionnelle au 26, boulevard Royal, 2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant de la Société, avec effet au 10 janvier 2012 et pour une durée indéterminée.

Il en résulte que le conseil de gérance de la Société se compose comme suit:

- M. Doug Rice, gérant; et
- M. Finn McClain, gérant.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 janvier 2012.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2012007450/22.

(120007694) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2012.

Auto Team s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9155 Grosbous, 20, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 97.367.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012006226/10.

(120006839) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Central Investments DBI, Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 82.386.

Extrait des résolutions adoptées par l'assemblée générale extraordinaire de la société en date du 5 janvier 2012:

1. Commissaire aux comptes:

Deloitte S.A., 560 Rue de Neudorf, L-2220, Luxembourg a démissionné de son mandat de commissaire aux comptes de la société avec effet immédiat.

2. Reviseur d'Entreprises:

Deloitte S.A., 560 Rue de Neudorf, L-2220, Luxembourg est nommé réviseur d'entreprises de la société avec effet immédiat jusqu'à la tenue de l'assemblée générale ordinaire de 2012.

Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un Mandataire

Référence de publication: 2012006269/18.

(120006758) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

TCL Finance Luxembourg Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5884 Hesperange, 300C, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 155.098.

In the year two thousand and eleven, on the twenty-second December.

Before Maître Roger Arrensdorff, notary public residing at Mondorf-les Bains, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Transcontinental Printing (2009) U.S.A. LLC, a company incorporated and organized under the laws of the State of Delaware (U.S.A.), having its registered office at Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington Delaware 19801, County of New Castle, registered with the trade and companies register of the State of Delaware under the number 09082611 (hereafter referred to as the "Sole Member"),

duly represented by Esbelta De Freitas, lawyer, residing at L-2132 Luxembourg, 20, avenue Marie-Thérèse, by virtue of a proxy dated November 25, 2011.

The said proxy, after having been signed “ne varietur” by the proxy holder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing person, acting in the here above stated capacity, requested the undersigned notary to:

I. state that the Sole Member is the sole member of TCL Finance Luxembourg Sàrl, a private limited liability company (“Société à responsabilité limitée”), having its registered office set at L-5884 Hesperange, 300 C, route de Thionville, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 155.098, incorporated by a deed received by Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg on August 6, 2010 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 2106 on October 7, 2010 and amended for the last time by a deed enacted on April 6, 2011 by Maître Roger Arrensdorff, notary public residing in Mondorf-les-Bains, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 1792 on August 5, 2011 (hereafter referred to as the “Company”).

II. record the following resolutions which have been taken in the best corporate interest of the Company, according to the agenda below:

Agenda:

1. Increase of the corporate capital of the Company by an amount of USD 1,814,000.- (one million eight hundred fourteen thousand US dollars) by the issue of 1,814 (one thousand eight hundred fourteen) new ordinary shares with a par value of USD 1,000.- (one thousand US dollars) each;

2. Subscription and payment of the new shares by a contribution in kind of a portion of the share premium linked to the mandatory redeemable preferred shares of the Company in an amount of USD 1,814,000.- (one million eight hundred fourteen thousand US dollars) and allocation of USD 181,400 (one hundred eighty-one thousand four hundred US dollars) to the legal reserve;

3. Amendments of the fixed return rate of the mandatory redeemable preferred shares;

4. Amendment of articles 5.1 and 5.8 of the articles of incorporation of the Company in order to reflect the aforementioned item 1 to 3;

5. Any other business.

First resolution

The Sole Member decided to increase the corporate capital of the Company by an amount of USD 1,814,000.- (one million eight hundred fourteen thousand US dollars) so as to bring it from its present amount of USD 22,436,000.- (twenty-two million four hundred thirty-six thousand US dollars) to the amount of USD 24,250,000 (twenty-four million two hundred fifty thousand US dollars).

Second resolution

The Sole Member decided to issue 1,814 new ordinary shares with a par value of USD 1,000 (one thousand US dollars) each.

Contributor's Intervention - Subscription - Payment

There now appeared Mrs. Esbelta de Freitas acting in her capacity as duly appointed special attorney of the Sole Member by virtue of a proxy given on November 25, 2011 which will remain attached to the present deed.

The appearing person represented as stated above declared to:

- subscribe for and fully pay 1,814 (one thousand eight hundred fourteen) ordinary shares with a par value of USD 1,000 (one thousand US dollars) each for a total amount of USD 1,814,000.- (one million eight hundred fourteen thousand US dollars) by the contribution in kind of a portion of the share premium linked to the mandatory redeemable preferred shares of the Company in an aggregate amount of USD 1,814,000.- (one million eight hundred fourteen thousand US dollars).

- allocate another portion of the share premium linked to the mandatory redeemable preferred shares in an amount of USD 181,400. (one hundred eighty-one thousand four hundred US dollars) to the legal reserve.

As a consequence thereof the appearing person represented as stated above requested the notary to enact that it contributed to the Company the share premium linked to the mandatory redeemable preferred shares in an aggregate amount of USD 1,995,400.- (one million nine hundred ninety-five thousand four hundred US dollars) (hereinafter the “Contribution”).

Description of the Contribution

The appearing person represented as stated above declared that:

The Contribution consisted of the full ownership of share premium, for a total amount of USD 1,995,400.- (one million nine hundred ninety-five thousand four hundred US dollars), this portion of the share premium being valued by the board of managers of the Company at the amount of USD 1,995,400.- (one million nine hundred ninety-five thousand four hundred US dollars) on the basis of approved annual account as of October 31, 2011.

Third resolution

The Sole Member resolved the amendment of the fixed return rate of the Mandatory Redeemable Preferred Shares.

The sole Member resolved to set it to 7.1374% of the par value of the Mandatory Redeemable Preferred Shares and attached share premium (if any).

Fourth resolution

As a consequence of the foregoing statements and resolutions and the contribution being fully carried out, the Sole Member resolved to amend articles 5.1 and 5.8 of the articles of incorporation to read as follows:

“ **5.1.** The Corporation’s corporate capital is set at twenty-four million two hundred fifty thousand US dollars (USD 24,250,000) represented by two (2) classes of shares as follows: one thousand eight hundred sixty-nine (1869) ordinary shares (hereinafter referred to as the “Ordinary Shares”) and twenty-two thousand three hundred eighty-one (22,381) mandatory redeemable preferred fixed dividend shares (hereinafter the “Mandatory Redeemable Preferred Shares”, and together with the Ordinary Shares shall be referred to as the “Shares”), with a par value of USD 1,000.- (one thousand US dollars) each. The respective rights and obligations attached to each class of Shares are set forth below. All Shares will be issued in registered form and vested with voting rights regardless of their nature and class to which they belong.”

“ **5.8.** The holder of Mandatory Redeemable Preferred Shares will be entitled to an annual cumulative dividend equal to 7.1374% of the par value of the Mandatory Redeemable Preferred Shares and attached share premium (if any).”

Costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its capital increase have been estimated at about EUR 2,205.- (two thousand two hundred five Euro).

With no other outstanding points on the agenda, and further requests for discussion not forthcoming, the meeting is closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version shall prevail.

Made in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read and translated into a language known by the person appearing, known to the notary by his surname, name, civil status and residence, the said person appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L’an deux mille onze, le vingt-deux décembre.

Par-devant Maître Roger Arrensdorff, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Transcontinental Printing (2009) U.S.A. LLC, une société constituée et établie sous le droit de l’Etat de Delaware (Etats Unis d’Amérique) ayant son siège social situé au Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington Delaware 19801, comté de New Castle, enregistrée auprès du Registre des Sociétés et du Commerce de l’Etat de Delaware sous le numéro 09082611 (ci-après «l’Associé Unique»),

dûment représentée par Maître Esbelta De Freitas, avocat, demeurant à L-2132 Luxembourg, 20, avenue Marie-Thérèse,

en vertu d’une procuration donnée le 25 novembre 2011.

Ladite procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire agissant pour le compte de la partie comparante et par le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour les besoins de l’enregistrement.

Laquelle partie comparante, agissant ès-qualité, a déclaré et demandé au notaire:

I. d’acter que l’Associé Unique est le seul associé de TCL Finance Luxembourg Sàrl, une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au L-5884 Hesperange, 300 C, route de Thionville, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 155.098, constituée suivant acte reçu par Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, le 6 août 2010, publiée au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, sous le numéro 2106, le 7 octobre 2010 et modifiée dernièrement par acte notarié en date du 6 avril 2011 par Maître Roger Arrensdorff, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, publiée au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, sous le numéro 1792, le 5 août 2011 (ci-après la «Société»).

II. enregistrer les résolutions suivantes qui ont été prises dans l’intérêt de la Société, conformément à l’agenda ci-dessous:

Ordre du jour:

1. Augmentation du capital social de la Société à concurrence d'un montant de USD 1.814.000,- (un million huit cent quatorze mille dollars américains) par l'émission de 1.814 (mille huit cent quatorze) nouvelles parts ordinaires ayant une valeur de USD 1.000 (mille dollars américains) chacune;
2. Souscription et libération de toutes les nouvelles parts par un apport en nature d'une partie de la prime d'émission liée aux Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables de la Société pour un montant de USD 1.814.000,- (un million huit cent quatorze mille dollars américains) et allocation d'un montant de USD 181.400, (cent quatre-vingt-un mille quatre cents dollars américains) à la réserve légale;
3. Modification du taux fixe des Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables;
4. Modification des articles 5.1 et 5.8 des statuts de la Société pour refléter les points 1 à 3 ci-dessus mentionnés;
5. Divers.

Première résolution

L'Associé Unique a décidé d'augmenter le capital social de la Société à concurrence d'un montant de USD 1.814.000,- (un million huit cent quatorze mille dollars américains) pour le porter de son montant actuel de USD 22.436.000,- (vingt-deux millions quatre cent trente-six mille dollars américains) à un montant de USD 24.250.000,- (vingt-quatre millions deux cent cinquante mille dollars américains).

Deuxième résolution

L'Associé Unique a décidé d'émettre 1.814 (mille huit quatorze) nouvelles parts ordinaires ayant une valeur de USD 1.000 (mille dollars américains) chacune.

Intervention de l'apporteur - Souscription - Libération

Est alors intervenue aux présentes Maître Esbelta De Freitas, agissant en sa qualité de mandataire spécial de l'Associé Unique, en vertu d'une procuration donnée le 25 novembre 2011 qui restera annexée aux présentes.

La partie comparante a déclaré:

- souscrire et payer en totalité 1.814 (mille huit cent quatorze) parts ordinaires ayant une valeur de USD 1.000,- (mille dollars américains) chacune pour un montant total de USD 1.814.000,- (un million huit cent quatorze mille dollars américains) par un apport en nature d'une partie de la prime d'émission liée aux Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables de la Société pour un montant de USD 1.814.000,- (un million huit cent quatorze mille dollars américains);
- affecter une autre part de la prime d'émission liée aux Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables pour un montant de USD 181.400,- (cent quatre-vingt-un mille quatre cents dollars américains) à la réserve légale.

En conséquence de ce qui précède, la partie comparante a demandé au notaire de constater qu'elle a contribué au profit de la société la prime d'émission liée aux Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables pour un montant de USD 1.995.400,- (un million neuf cent quatre-vingt-quinze mille quatre cents dollars américains) (ci-après la «Contribution»).

Description de l'apport

La partie comparante a déclaré que:

La Contribution a consisté en la pleine propriété de la part de la prime d'émission, pour un montant total de USD 1.995.400,- (un million neuf cent quatre-vingt-quinze mille quatre cents dollars américains), cette part de la prime d'émission ayant été évaluée par le conseil de gérance de la Société à un montant de USD 1.995.400,- (un million neuf cent quatre-vingt-quinze mille quatre cents dollars américains) sur base des comptes annuels approuvés le 31 octobre 2011.

Troisième résolution

L'Associé Unique a décidé la modification du taux fixe des Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables.

L'Associé Unique a décidé de le fixer à 7,1374% de la valeur des Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables et de la prime d'émission attachée le cas échéant.

Quatrième résolution

En conséquence des déclarations et des résolutions qui ont précédées, l'apport ayant été accompli, l'Associé Unique a décidé de modifier les articles 5.1 et 5.8 des statuts de la Société comme suit:

« **5.1.** Le capital social est fixé à vingt-quatre millions deux cent cinquante mille dollars américains (USD 24.250.000,-) représenté par deux (2) catégories de parts comme suit: mille huit cent soixante-neuf (1869) parts ordinaires (ci-après les «Parts Ordinaires») et vingt-deux mille trois cent quatre-vingt-une (22.381) parts privilégiées obligatoirement rachetables (ci-après les «Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables») et collectivement avec les parts ordinaires les «Parts») ayant toute une valeur nominale de mille dollars américains (USD 1.000,-). Les obligations et droits respectifs attachés à chaque catégorie de Parts sont déterminés ci-dessous. Toutes les Parts sont émises sous forme nominative et assorties de droits de vote quel que soit leur nature et la classe à laquelle elles appartiennent.»

« 5.8. Le détenteur des Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables bénéficiera d'un dividende annuel cumulatif égal à 7,1374% de la valeur nominal des Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables et de la prime d'émission attachée le cas échéant.»

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de l'augmentation de son capital au droit fixe d'enregistrement, s'élève à environ EUR 2.205,- (deux mille deux cent cinq euros).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et aucune demande supplémentaire de discussion n'ayant lieu, le président lève la séance.

Le notaire instrumentant qui comprend et parle la langue anglaise constate que sur demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande de la même partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Le document ayant été lu et traduit en un langage connu de la partie comparante, connue du notaire par ses prénom, nom, état civil et domicile, ladite partie comparante a signé avec Nous, notaire, le présent acte en original.

Signé: DE FREITAS, ARRENSDORFF.

Enregistré à Remich, le 29 décembre 2011. Relation: REM/2011/1804. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Mondorf-les-Bains, le 30 décembre 2011.

Référence de publication: 2012006061/193.

(120005214) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2012.

Urbanreit Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.

R.C.S. Luxembourg B 158.091.

—
DISSOLUTION

In the year two thousand eleven, on the thirtieth day of December;

Before Us M^e Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

THERE APPEARED:

Meridional Europa, S.L., a private limited company incorporated under Spanish law (Sociedad de responsabilidad limitada) on the 16 November 1999 and with registered office at c/ Maria de Molina 39, 5^o izquierda, E-28006 Madrid, Spain, registered with the Trade and Companies Register of Madrid (Registro Mercantil de Madrid) under Volume 14753, Folio 203, Section 8, Sheet M-245.023 (Tomo 14.753, Folio 123, Hoja n^o M-245.023, Sección 8 inscripción 5),

here represented by Mr. Cyrille TERES, employee, residing professionally in L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, signed "ne varietur" by the person appearing and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing person, acting in the said capacity, has requested the undersigned notary to state:

- that the company URBANREIT LUX S.A. (the "Company"), having its registered office at L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers, registered with the Trade and Companies Registry of Luxembourg, section B, under number 158091, has been incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, on December 31, 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 593 on March 30, 2011;

- that the capital of the Company is fixed at thirty-one thousand euro (EUR 31,000.-), represented by thirty-one thousand (31,000) shares of one euro (EUR 1.-) each;

- that the appearing party is the owner of all the shares and declares that he has full knowledge of the articles of incorporation and the financial standing of the Company;

- that the appearing party, in its capacity of sole shareholder of the Company, has resolved to proceed to the anticipatory and immediate dissolution of the Company;

- that the sole shareholder, in its capacity as liquidator of the Company, and according to the balance sheet of the Company as at December 29, 2011, declares that all the liabilities of the Company, including the liabilities arising from the liquidation, are settled or retained;

The appearing party furthermore declares that:

- the Company's activities have ceased;

- the sole shareholder is thus vested with all the assets of the Company and undertakes to settle all and any liabilities of the terminated Company, the balance sheet of the Company as at December 29, 2011, being only an indication for this purposes;

- following the above resolutions, the Company's liquidation is to be considered as accomplished and closed;

- the Company's director and the Company's statutory auditor are hereby granted full discharge with respect to their duties;

- there shall be arranged the cancellation of all issued shares and/or the shareholders register;

- the books and documents of the corporation shall be lodged during a period of five years at L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.

Although no confusion of patrimony can be made, neither the assets of dissolved company or the reimbursement to the sole shareholder can be done, before a period of thirty days (article 69 (2) of the law on commercial companies) to be counted from the day of publication of the present deed, and only if no creditor of the Company currently dissolved and liquidated has demanded the creation of security.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is evaluated at approximately one thousand Euros.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxy-holder of the appearing party, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said mandatory has signed with Us the notary the present deed.

Suit la version en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le trentième jour de décembre;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

Meridional Europa, S.L., une société à responsabilité limitée de droit espagnol (sociedad de responsabilidad limitada) établie le 16 novembre 1999 avec siège social à c/ Maria de Molina 39, 5° izquierda, E-28006 Madrid, Espagne, enregistrée au Registre de Commerce de Madrid (Registro Mercantil de Madrid) dans le Volume 14753, Folio 203, Section 8, Feuille n° M-245.023 (Tomo 14.753, Folio 123, Hoja n° M-245.023, Sección 8 inscripción 5),

ici représentée par Monsieur Cyrille TERES, employé, demeurant professionnellement à L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers, en vertu d'une procuration lui délivrée sous seing privé.

Laquelle procuration, après avoir été singée «ne varietur», par le notaire instrumentant et le mandataire, restera annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle comparante, ès-qualité qu'elle agit, a requis le notaire instrumentant d'acter:

- que la société URBANREIT LUX S.A. (la «Société»), ayant son siège social à L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers, a été constituée suivant acte du notaire instrumentant en date du 31 décembre 2010, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 593 en date du 30 mars 2011;

- que le capital social de la société s'élève actuellement à un trente et un mille euros (EUR 31.000,-), représenté par trente et un mille (31.000) actions d'une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune;

- que la partie comparante est seule propriétaire de toutes les actions et qu'elle déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société;

- que la partie comparante, en sa qualité d'actionnaire unique de la Société, a décidé de procéder à la dissolution anticipée et immédiate de la Société;

- que l'actionnaire unique, en sa qualité de liquidateur de la Société et au vu du bilan de la Société au 29 décembre 2011, déclare que tout le passif de la Société, y compris le passif lié à la liquidation de la Société, est réglé ou dûment provisionné;

La partie comparante déclare encore que:

- l'activité de la Société a cessé;

- l'actionnaire unique est investie de l'entière responsabilité de l'actif de la Société et déclare prendre à sa charge l'entière responsabilité du passif de la Société, le bilan au 29 décembre 2011, étant seulement un des éléments d'information à cette fin;

- suite aux résolutions ci-avant, la liquidation de la Société est à considérer comme accomplie et clôturée;

- décharge pleine et entière est accordée à l'administrateur et au commissaire de la Société;
- il y a lieu de procéder à l'annulation de toutes les actions et/ ou du registre des actionnaires;
- les livres et documents de la Société devront être conservés pendant la durée légale de cinq ans à L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.

Toutefois, aucune confusion de patrimoine entre la société dissoute et l'avoir social de, ou remboursement à, l'actionnaire unique ne pourra se faire avant le délai de trente jours (article 69 (2) de la loi sur les sociétés commerciales) à compter de la publication du présent acte et sous réserve qu'aucun créancier de la Société présentement dissoute et liquidée n'aura exigé la constitution de sûretés.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, est évalué approximativement à mille euros.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et français, déclare par les présentes, qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: C. TERES, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 2 janvier 2012. LAC/2012/234. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur pd. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 10 janvier 2012.

Référence de publication: 2012006081/112.

(120005703) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2012.

CTP Property Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 50.000,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 128.557.

Extrait des résolutions de l'associé unique prises en date du 2 décembre 2011

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique en date du 2 décembre 2011 que la Société sera engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de deux membres du Conseil de Gérance à savoir;

- Monsieur Vos avec Monsieur Zeman;
- Monsieur Vos avec Monsieur Demisch;
- Monsieur Vos avec TMF Corporate Services S.A.;
- Monsieur Zeman avec Monsieur Demisch; et
- Monsieur Zeman avec TMF Corporate Services S.A.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, pour toute transaction dont le montant n'excède pas 50.000 euros et allant jusqu'à un montant total de 200.000 euros par an, la société pourra être engagée par la signature conjointe de:

- TMF Corporate Services S.A. et Monsieur Demisch.

POUR EXTRAIT CONFORME ET SINCERE

CTP Property Lux S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2012006315/23.

(120006596) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Babcock & Brown Gardnergass S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 737.500,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 127.487.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Babcock & Brown Gardnergass S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2012006230/11.

(120006616) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Bus Rent International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 143.232.

Extrait des décisions prises par les associés en date du 30 décembre 2011

1. Le siège social a été transféré de L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, à L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri Schnadt.
2. Mme Virginie DOHOGNE a démissionné de son mandat de gérante.
3. Mme Mounira MEZIADI a démissionné de son mandat de gérante.
4. Le nombre des gérants a été augmenté de 2 (deux) à 3 (trois).
5. M. Patrick ROCHAS, administrateur de sociétés, né à Châtou (France), le 21 avril 1953, demeurant professionnellement à L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri Schnadt, a été nommé comme gérant pour une durée indéterminée.
6. Mme Sylviane COURTOIS, administrateur de sociétés, née à Arlon (Belgique), le 24 novembre 1967, demeurant professionnellement à L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri Schnadt, a été nommée comme gérante pour une durée indéterminée.
7. Mme Ludivine ROCKENS, administrateur de sociétés, née à Messancy (Belgique), le 13 décembre 1975, demeurant professionnellement à L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri Schnadt, a été nommée comme gérante pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 11 janvier 2011.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Bus Rent International S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2012006243/25.

(120006517) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Baganza Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 152.484.

Rectificatif du dépôt effectué le 14/06/2011 sous le numéro L110091609

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012006231/11.

(120006451) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

BeeWee Media S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1461 Luxembourg, 87, rue d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 148.535.

Le bilan au 31 décembre 2010 et l'annexe ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012006236/9.

(120006107) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Black & Decker International Finance 3 Limited, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 50.000,00.

Siège de direction effectif: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 150.522.

En date du 30 novembre 2011, l'associé unique de la Société a décidé de renouveler le mandat de Ernst & Young Luxembourg S.A. ayant son siège social 7, Rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2 à Munsbach (L-5365) comme réviseur d'entreprises pour un mandat qui prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes clos au 31 décembre 2011.

POUR EXTRAIT CONFORME ET SINCERE

Black & Decker International Finance 3 Limited

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2012006239/16.

(120006603) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

John Deere Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 55.005,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 43, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 164.515.

EXTRAIT

Il résulte d'une convention sous seing privée du 31 octobre 2011, que les 55,005 parts sociales de la société John Deere Holding S.à r.l., ayant son siège social au 43, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B164515 ont été transférées à la société John Deere Luxembourg Investment S.à r.l., ayant son siège social au 43, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B165923.

Suite à ce transfert, le capital social de la société John Deere Holding S.à r.l. est détenu comme suit:

55.005 parts sociales détenues par John Deere Luxembourg Investment S.à r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Référence de publication: 2012006500/18.

(120006559) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

FL Participations S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 31, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 64.204.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait

Il résulte d'un acte de clôture de liquidation reçu par le notaire Maître Martine Schaeffer, de résidence à Luxembourg, en date du 30 décembre 2011, enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 4 janvier 2012, LAC/2012/698, aux droits de soixante-quinze euro (75,- EUR), que la société "FL PARTICIPATIONS S.à r.l." (en liquidation), RCS Luxembourg Numéro B 64.204, ayant son siège social à 31, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, constituée en date du 1^{er} avril 1998, sous la dénomination de «ZUKUNFT ANTLAGEN S.A.», par acte de Maître Gérard Lecuit, notaire alors de résidence à Hesperange, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 518 du 15 juillet 1998. Les statuts ont été modifiés en dernier lieu par acte du notaire instrumentaire, alors de résidence à Remich, en date du 27 décembre 2006, publié au Mémorial C, numéro 915 du 18 mai 2007.

La Société a été mise en liquidation par acte du notaire instrumentaire en date du 10 août 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2494 du 15 octobre 2011.

La Société a été clôturée et que par conséquent la société est dissoute.

Les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pour une période de cinq (5) années à partir du 30 décembre 2011, à l'ancien siège social de la société à L-1724 Luxembourg, 31, boulevard du Prince Henri.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Référence de publication: 2012006400/25.

(120006636) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Vetco Nord, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9907 Troisvierges, 12, rue des Champs.

R.C.S. Luxembourg B 166.014.

—
STATUTEN

Im Jahre zweitausendelf,
den neunundzwanzigsten Dezember.

Vor Uns Notar Jean-Joseph WAGNER, mit Amtssitz zu Sassenheim, Großherzogtum Luxemburg,
ist erschienen,

Dr. Maurice HOLPER, Tierarzt, geboren am 4. November 1951 in Luxemburg, wohnhaft 12, rue des Champs, L-9907 Troisvierges,

hier vertreten durch:

Herrn Romain THILLENS, geschäftsansässig in 50, Val Fleuri, L-1625 Luxembourg, auf Grund einer privatschriftlichen Vollmacht, ausgestellt am 27. Dezember 2011.

Die oben aufgeführte Vollmacht wird, nachdem sie durch den Vollmachtnehmer und den unterzeichneten Notar "ne varietur" unterzeichnet wurde, zusammen mit den Gesellschaftssatzungen zur Einregistrierung vorgelegt.

Welcher Komparent, handelnd wie erwähnt, ersuchte den unterzeichneten Notar, die Satzungen einer von ihm zu gründenden Gesellschaft mit beschränkter Haftung wie folgt zu beurkunden.

Art. 1. Eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung wird hiermit gegründet, der sie die nachstehende Satzung, sowie die diesbezügliche Gesetzgebung zu Grunde legt.

Die Gesellschaft führt die Bezeichnung „VETCO NORD“

Art. 2. Der Sitz der Gesellschaft ist Ulflingen Troisvierges, Großherzogtum Luxemburg.

Der Firmensitz kann durch Beschluss der Gesellschafter an jeden anderen Ort des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Es ist der Gesellschaft erlaubt Zweigniederlassungen anderswo im Grossherzogtum Luxemburg zu errichten.

Art. 3. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Dauer errichtet.

Art. 4. Die Gesellschaft hat zum Zweck, den Betrieb einer tierärztlichen Praxis sowie den Kauf und Verkauf von Medikamenten und von Artikeln dieser Branche, sowie die Ausführung aller finanziellen, industriellen, und kommerziellen damit direkt oder indirekt verbundenen Operationen die der Realisation des Gesellschaftszieles dienlich sind.

Im Allgemeinen wird die Gesellschaft alle Maßnahmen zur Wahrung ihrer Rechte ergreifen und jede Art von Geschäften abschließen, die mit ihrem Gesellschaftszweck direkt oder indirekt verbunden sind oder diesen fördern.

Art. 5. Das Gesellschaftskapital beträgt EUR 12.500.- (zwölftausendfünfhundert Euro) eingeteilt in 100 (einhundert) Anteile zu je EUR 125.- (einhundertfünfundzwanzig Euro).

Art. 6. Das Gesellschaftskapital kann jederzeit erhöht oder herabgesetzt werden, unter den in Artikel 199 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften festgesetzten Bedingungen.

Art. 7. Jeder Anteil ist proportional an den Aktiva und am Gewinn beteiligt.

Art. 8. Zwischen Gesellschaftern sind die Anteile frei übertragbar. Die Übertragung von Gesellschaftsanteilen unter Lebenden an Nichtgesellschafter bedarf entweder eines Mehrheitsbeschlusses von fünfundsiebzig Prozent der Gesellschafterversammlung oder der Zustimmung von fünfundsiebzig Prozent des Gesellschaftskapitals. Im Todesfall kann eine Übertragung an Nichtgesellschafter nur mit einer Stimmenmehrheit von fünfundsiebzig Prozent der überlebenden Gesellschafter erfolgen. In jedem Fall steht den übrigen Gesellschaftern ein Vorkaufsrecht zu, das innerhalb von dreißig Tagen nach Verweigerung der Übertragung an Nichtgesellschafter ausgeübt werden muss.

Art. 9. Tod, Entmündigung, Konkurs oder Zahlungsunfähigkeit eines Gesellschafters lösen die Gesellschaft nicht auf.

Art. 10. Erben, Gläubiger oder andere Berechtigte können in keinem Fall einen Antrag auf Pfändung des Firmeneigentums oder von Firmenschriftstücken stellen.

Art. 11. Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer, Gesellschafter oder nicht, welche von der Gesellschafterversammlung ernannt werden, verwaltet.

Der oder die Geschäftsführer haben die weitest gehenden Befugnisse um die Gesellschaftsangelegenheiten durch ihre Einzelunterschrift zu führen und die Gesellschaft im Rahmen des Gesellschaftszweckes zu verwalten.

Im Falle der vorübergehenden Verhinderung der Geschäftsführer, können die Geschäfte durch zwei Gesellschafter gemeinsam geführt werden.

Art. 12. Bei der Ausübung ihres Amtes gehen der oder die Geschäftsführer keinerlei persönliche Verpflichtungen ein. Als Beauftragte sind sie lediglich für die ordnungsgemäße Durchführung ihres Amtes verantwortlich.

Art. 13. Jeder Gesellschafter ist in der Generalversammlung stimmberechtigt. Er hat so viel Stimmen wie er Anteile besitzt und kann sich aufgrund einer Vollmacht an den Versammlungen rechtsgültig vertreten lassen.

Art. 14. Die Generalversammlung fasst ihre Beschlüsse mit einfacher Mehrheit. Beschlüsse über Satzungsänderungen kommen nur zustande, soweit sie von der Mehrheit der Gesellschafter, die drei Viertel des Kapitals vertreten, gefasst werden.

Art. 15. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember jeden Jahres.

Art. 16. Am 31. Dezember eines jeden Jahres erstellt die Geschäftsführung den Jahresabschluss.

Art. 17. Jeder Gesellschafter kann am Gesellschaftssitz Einsicht in den Jahresabschluss nehmen.

Art. 18. Vom Nettogewinn des Geschäftsjahres sind mindestens 5% für die Bildung einer gesetzlichen Rücklage zu verwenden; diese Verpflichtung wird aufgehoben, wenn die gesetzliche Rücklage 10% des Gesellschaftskapitals erreicht hat.

Der Saldo steht zur freien Verfügung der Gesellschafter.

Art. 19. Die Gesellschaft kann durch Beschluss der Generalversammlung aufgelöst werden, welcher unter den gleichen Bedingungen gefasst werden muss wie bei Satzungsänderungen.

Im Falle der Auflösung der Gesellschaft, wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidationsverwalter durchgeführt, die keine Gesellschafter sein müssen und die durch die Generalversammlung unter Festlegung ihrer Aufgaben und Vergütungen ernannt werden.

Art. 20. Wann, und so lang ein Gesellschafter alle Anteile besitzt, ist die Gesellschaft eine Einmanngesellschaft im Sinn von Artikel 179 (2) des Gesetzes über die kommerziellen Gesellschaften; in diesem Fall finden unter anderem die Artikel 200-1 und 200-2 desselben Gesetzes Anwendung.

Art. 21. Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Gesellschafter auf die gesetzlichen Bestimmungen.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tag und endet am 31. Dezember 2012.

Kapitalzeichnung

Von diesem Gesellschaftskapital zeichnet:

Dr. Maurice HOLPER, vorgenannt, einhundert Anteile	100
Total: einhundert Anteile	100

Alle Anteile wurden voll in bar eingezahlt, so dass der Betrag von EUR 12.500 (zwölftausendfünfhundert Euro) der Gesellschaft ab sofort zur Verfügung steht, was hiermit ausdrücklich von dem amtierenden Notar festgestellt wurde.

Feststellung

Der unterzeichnete Notar hat festgestellt, dass die Bedingungen von Artikel 183 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften vom 18. September 1933 erfüllt sind.

Kosten

Die der Gesellschaft aus Anlaß ihrer Gründung anfallenden Kosten, Honorare und Auslagen werden auf neunhundert Euro abgeschätzt.

Beschlüsse des alleinigen Gesellschafters

Sodann fasst der alleinige Gesellschafter folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Zu Geschäftsführern werden ernannt mit den in Artikel 11 der Satzungen festgesetzten Befugnissen:

1. Dr. Maurice HOLPER, vorgenannt.

2. Dr. Klaudia LEUFERT, Tierärztin, geboren am 11 Februar 1965 in HERTEN (Westf.-D), wohnhaft in 12, rue des Champs, L-9907 Troisvierges.

Die Geschäftsführer können Bevollmächtigte ernennen, deren Befugnisse und Vergütungen festlegen und sie abberufen. Das Mandat der Geschäftsführer ist für unbestimmte Dauer gültig.

Zweiter Beschluss

Die Gesellschaft hat ihren Gesellschaftssitz in L-9907 Troisvierges, 12, rue des Champs.

WORÜBER URKUNDE, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Vollmachtnehmer des Komparenten, handelnd wie vorerwähnt, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe gegenwärtige Urkunde mit Uns Notar unterschrieben.

Gezeichnet: R. THILLENS, J.J. WAGNER.

Einregistriert zu Esch/Alzette A.C., am 4. Januar 2012. Relation: EAC/2012/216. Erhalten fünfundsiebzig Euro (75.-EUR).

Der Einnnehmer (gezeichnet): SANTIONI.

Référence de publication: 2012006088/110.

(120005677) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2012.

Bar Rio S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-3440 Dudelange, 6, avenue Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 155.161.

Le Bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

BAR RIO S.à r.l.

Référence de publication: 2012006245/10.

(120006225) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

INNCONA S.à r.l. & Cie. Soixantième (60.) S.e.c.s., Société en Commandite simple.

Siège social: L-5444 Schengen, 5, Baachergaass.

R.C.S. Luxembourg B 165.966.

STATUTEN

Gesellschaftsvertrag

Art. 1. Firma, Sitz.

(1) Die Gesellschaft führt die Firma INNCONA S.à r.l. & Cie. Soixantième (60.) S.e.c.s.

(2) Sitz der Gesellschaft ist L-5444 Schengen.

(3) Der Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafter mit einfacher Mehrheit an einen anderen Ort des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden. Die Gesellschaft kann Tochtergesellschaften, Niederlassungen oder Betriebsstätten in Luxemburg und im Ausland begründen. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit gegründet.

Art. 2. Gesellschaftszweck.

(1) Gegenstand des Unternehmens ist der Handel und die Vermietung von beweglichen Wirtschaftsgütern in Luxemburg und im Ausland. Die Gesellschaft ist außerdem berechtigt, solche Geschäfte vorzunehmen, die geeignet sind, diesem Gesellschaftszweck unmittelbar oder mittelbar zu dienen. Sie kann hierfür alle Rechtsgeschäfte, Transaktionen oder Aktivitäten kommerzieller oder finanzieller Natur vornehmen, auch im Hinblick auf bewegliche oder unbewegliche Wirtschaftsgüter, die dem Zweck der Gesellschaft direkt oder indirekt dienen.

(2) Die Gesellschaft kann sich an allen Unternehmen im In- und Ausland beteiligen, die einen ähnlichen Gesellschaftszweck verfolgen, um den eigenen Unternehmensgegenstand zu fördern.

Art. 3 Gesellschafter, Kapitalanteile, Einlagen, Haftsummen.

Gesellschafter/Kommanditisten sind:

INNCONA Management S.à r.l. mit Sitz in L-5444 Schengen, eingetragen im Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B 128.812. Die INNCONA Management S.à r.l. erbringt einen Anteil am Gesellschaftskapital in Höhe von 100,00 Euro.

Ausschließlich die INNCONA Management S.à r.l. übernimmt die Funktion eines persönlich haftenden Gesellschafters. Kommanditist mit einem Kommanditanteil von 175.000,00 Euro ist:

Nachname, Vorname: Böhme, Jens
Straße: Sembritzkistr. 5
Postleitzahl/Wohnort: 15517 Fürstenwalde
Geburtsdatum/Geburtsort: 26.12.64 / Marienberg
Beruf: Arzt

Der Kommanditist wird nachfolgend auch „Gesellschafter“ oder "associé commandité" genannt. Der Kommanditist erbringt seinen Kommanditanteil durch Zahlung in das Gesellschaftsvermögen. Daneben zahlt der Kommanditist ein Aufgeld von 5.000,00 Euro in das Gesellschaftsvermögen, das zur Deckung der Vertriebskosten bestimmt ist.

Art. 4. Geschäftsführung, Vertretung.

(1) Die INNCONA Management S.à.r.l., vertreten durch ihre Geschäftsführer, ist zur ausschließlichen Geschäftsführung und Vertretung berechtigt, die die Gesellschaft und den Gesellschaftszweck betreffen. Die Vertretung und Geschäftsführung umfasst explizit auch die Rechtsgeschäfte, die im Namen der Gesellschaft die Geschäftsführung auch mit sich selbst oder als Vertreter eines Dritten abschließt. Alle Rechtsgeschäfte und Vollmachten (einschließlich der Prokuren) können nur von der INNCONA Management S.à.r.l. (l'associé commandité) vorgenommen werden. Die Erteilung von Vollmachten oder Prokuren kann nur gegenüber Nicht-Kommanditisten (non-associés) erfolgen, die unverzüglich beim zuständigen Handelsregister einzutragen sind.

(2) Die INNCONA Management S.à.r.l. bedarf der vorherigen Zustimmung der Gesellschafterversammlung für alle Rechtshandlungen, die über den gewöhnlichen Geschäftsbetrieb der Gesellschaft hinausgehen. Dazu zählen insbesondere:

- a) Verfügung über Grundstücke und grundstücksgleiche Rechte, insbesondere Erwerb, Veräußerung oder Belastung;
- b) Errichtung von anderen Unternehmen oder Gesellschaften oder Beteiligungen an ihnen, soweit diese einen Investitionsbetrag von 10.000,00 Euro pro Einzelfall übersteigen; das Gleiche gilt für die Veräußerung oder Aufgabe derartiger Beteiligungen;
- c) Errichtung oder Aufgabe von Zweigniederlassungen;
- d) Eingehen von Pensionszusagen und auf Versorgung gerichteter Verbindlichkeiten;
- e) Eingehen von Verbindlichkeiten aus Wechseln, Bürgschaften oder Garantien, mit Ausnahme von Garantien bei Versicherungsschäden;
- f) Gewährung von Darlehen an Gesellschafter oder Dritte;
- g) Eingehen von Investitionen, die den Betrag von 25.000,00 Euro pro Wirtschaftsgut übersteigen;
- h) Eingehen von sonstigen Verbindlichkeiten, einschließlich Aufnahme von Krediten, soweit diese den Betrag von 300.000,00 Euro gemäß der Investitionsrechnung übersteigen;
- i) Aufnahme neuer Gesellschafter.

Wenn in eiligen Fällen die INNCONA Management S.à.r.l. die Zustimmung der Gesellschafterversammlung nicht einholen kann, so hat sie nach pflichtgemäßem Ermessen zu handeln und unverzüglich die Beschlussfassung der Gesellschafterversammlung nachzuholen.

Art. 5. Gesellschafterversammlung.

(1) Unter sinngemäßer Anwendung der Vorschriften für Personengesellschaften wird jährlich eine ordentliche Gesellschafterversammlung einberufen.

(2) Die Unwirksamkeit eines fehlerhaften Gesellschafterbeschlusses ist durch Klage gegen die Gesellschaft geltend zu machen. Ein fehlerhafter Gesellschafterbeschluss, der nicht gegen zwingende gesetzliche Vorschriften verstößt, kann nur innerhalb einer Frist von 2 Monaten seit der Beschlussfassung durch Klage angefochten werden. Die Frist beginnt mit der Absendung der Niederschrift über den Beschluss. Wird nicht innerhalb der Frist Klage erhoben oder wird die Klage zurückgenommen, ist der Mangel des Beschlusses geheilt.

(3) Außerordentliche Gesellschafterversammlungen sind auf Verlangen der persönlich haftenden Gesellschafter sowie auf Verlangen eines oder mehrerer Gesellschafter, sofern ihr Anteil 25% am Kapital übersteigt, durch die persönlich haftende Gesellschafterin schriftlich einzuberufen, und zwar mit einer Frist von 21 Tagen, wobei der Tag der Ladung und der Tag der Versammlung nicht mitzuzählen sind. Tagungsort, Tagungszeit, Tagungsordnung sind in der Ladung mitzuteilen. Wird dem Verlangen eines oder mehrerer Gesellschafter nicht binnen zwei Wochen entsprochen, so kann der oder die Gesellschafter selbst eine Gesellschafterversammlung unter Beachtung der vorgeschriebenen Formen einberufen.

(4) Die Gesellschafterversammlung ist beschlussfähig, wenn Gesellschafter anwesend oder vertreten sind, die 50 von Hundert der Stimmen aller Gesellschafter auf sich vereinen. Erweist sich eine Gesellschafterversammlung als nicht beschlussfähig, hat die Gesellschaft eine neue Gesellschafterversammlung mit gleicher Tagesordnung innerhalb einer Woche in der vorgeschriebenen Form einzuberufen. Diese ist hinsichtlich der Gegenstände, die auf der Tagesordnung der beschlussunfähigen Gesellschafterversammlung standen, ohne Rücksicht auf die Zahl der anwesenden oder vertretenen Gesellschafter beschlussfähig, darauf ist in der Einladung hinzuweisen.

(5) Über die Gesellschafterversammlung wird eine Niederschrift angefertigt, die unverzüglich allen Gesellschaftern zu übermitteln ist. Die Niederschrift gilt als genehmigt, wenn kein Gesellschafter oder Gesellschaftervertreter, der an der

Gesellschafterversammlung teilgenommen hat, innerhalb von vier Wochen seit der Absendung der Niederschrift schriftlich beim Vorsitzenden widersprochen hat.

- (6) Die Gesellschafterversammlung entscheidet über
- a) die Feststellung des Jahresabschlusses des vergangenen Geschäftsjahres;
 - b) die Entlastung der INNCONA Management S.à r.l.;
 - c) die Gewinnverwendung und die Ausschüttung von Liquiditätsüberschüssen;
 - d) die Zustimmung zu Geschäftsführungsmaßnahmen der INNCONA Management S.à r.l. gemäß Art. 4 Abs. (2);
 - e) Änderungen des Gesellschaftsvertrages;
 - f) Auflösung der Gesellschaft.

Art. 6. Gesellschafterbeschlüsse.

(1) Beschlüsse über die in Art. 5 Abs. (6) genannten Gegenstände werden stets in Gesellschafterversammlungen gefasst. Beschlüsse können auch schriftlich oder per Telefax mit Zustimmung aller Gesellschafter gefasst werden, ohne dass eine Gesellschafterversammlung stattfinden muss.

(2) Bei der Abstimmung hat jeder Gesellschafter je 10,00 Euro seiner Geschäftseinlage eine Stimme.

(3) Der Gesellschafter, der das Gesellschaftsverhältnis gekündigt hat, hat nach Zugang der Kündigung kein Stimmrecht mehr.

(4) Die Gesellschafter beschliessen mit der einfachen Mehrheit der abgegebenen Stimmen, soweit nicht in diesem Vertrag oder durch Gesetz etwas anderes bestimmt ist. Änderungen des Gesellschaftsvertrages, die Aufgabe des Geschäftsbetriebes oder seine wesentliche Einschränkung bzw. die Liquidation der Gesellschaft und die Bestellung des Liquidators bedürfen einer Mehrheit von 75% der Stimmen.

(5) Über die Beschlüsse der Gesellschafter in der Gesellschafterversammlung sind Niederschriften anzufertigen und den einzelnen Gesellschaftern zuzusenden. Über Beschlüsse, die außerhalb einer Gesellschafterversammlung gefasst worden sind, haben die geschäftsführenden Gesellschafter die Gesellschafter unverzüglich schriftlich zu unterrichten.

Art. 7. Geschäftsjahr, Beginn der Gesellschaft. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 01. Juli eines jeden Jahres und endet am 30.06. des Folgejahres. Das erste Geschäftsjahr endet am 30.06. des Jahres, in dem die Gesellschaft begonnen hat (Rumpfgeschäftsjahr).

Schengen, den 13.06.2007.

INNCONA Management S.à r.l.
Unterschrift
Geschäftsführer

Référence de publication: 2012006129/116.

(120004965) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2012.

Statera Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9706 Clervaux, 2A/46, route d'Eselborn.

R.C.S. Luxembourg B 95.196.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Clervaux, le 16 janvier 2012.

Signature

Référence de publication: 2012008583/10.

(120009020) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2012.

Toppystar Food A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-9911 Troisvierges, 2, rue de Drinklange.

R.C.S. Luxembourg B 112.988.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Troisvierges, le 13 janvier 2012.

Référence de publication: 2012008598/10.

(120008809) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2012.
